

ACCORD DE PRET

PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA CHAINE DE VALEUR DU RIZ

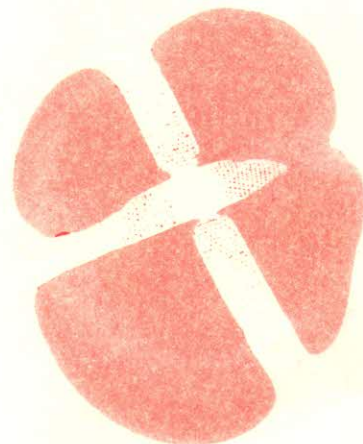
ENTRE

LA REPUBLIQUE DE GUINEE

ET

**LA BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT
ECONOMIQUE EN AFRIQUE**

EN DATE DU 26 FEVRIER 2020



ACCORD DE PRET

ACCORD en date du 26 février 2020, entre la République de Guinée (ci-après dénommée l'Emprunteur) et la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique (ci-après dénommée la BADEA).

ATTENDU QUE A) L'Emprunteur a demandé à la BADEA de contribuer au financement du Projet décrit dans l'Annexe "II" au présent Accord;

ATTENDU QUE B) L'Emprunteur a demandé à la Banque Islamique de Développement (ci-après dénommé la BID) de contribuer au financement du Projet et que la BID a accordé à cette fin un prêt d'un montant équivalant à dix-sept millions cinq cent dix mille dollars environ (\$17 510 000);

ATTENDU QUE C) L'Emprunteur participe au financement du Projet et affectera à cette fin un montant équivalent à un million huit cent vingt mille dollars environ (\$ 1 820 000);

ATTENDU QUE D) L'objectif de la BADEA est de promouvoir le développement économique des pays d'Afrique dans un esprit de solidarité et d'intérêt mutuel et de renforcer ainsi les liens qui unissent les Etats Africains et la Nation Arabe;

ATTENDU QUE E) La BADEA est convaincue de l'importance et de l'utilité dudit Projet pour le développement de l'économie de l'Emprunteur;

ATTENDU QUE F) La BADEA a accepté, compte tenu de ce qui précède, d'accorder à l'Emprunteur un Prêt aux conditions stipulées dans le présent Accord;

PAR CES MOTIFS, les Parties au présent Accord sont convenues de ce qui suit:



ARTICLE PREMIER
CONDITIONS GENERALES-DEFINITIONS

Section 1.01 Les Parties au présent Accord acceptent toutes les dispositions des Conditions Générales des Accords de Prêt et de Garantie de la BADEA, ci-jointes, en date du 28 octobre 1979, telles qu'amendées à la date du présent Accord, (ci-après dénommées les Conditions Générales), en leur reconnaissant la même force et les mêmes effets que si elles étaient incorporées au présent Accord.

Section 1.02 A moins que le contexte ne requiert une interprétation différente, les termes et expressions définis dans les Conditions Générales et dans le Préambule du présent Accord ont, chaque fois qu'ils sont employés dans le présent Accord, les significations figurant dans les Conditions Générales et dans ledit Préambule. En outre, les termes ci-après ont les significations suivantes:

- A) "MA" désigne le Ministère de l'Agriculture de l'Emprunteur;
- B) "CNS" désigne le Comité National de Suivi du projet;
- C) "UCCP" désigne l'Unité Centrale de Coordination des Projets, qui relève du MA ;
- D) "UEP" désigne l'Unité d'Exécution du Projet à créer au sein de l'UCCP à "Conakry".



ARTICLE II

LE PRET

Section 2.01 La BADEA accepte de prêter à l'Emprunteur aux conditions stipulées ou visées dans le présent Accord, un montant de neuf millions de dollars (\$ 9 000 000).

Section 2.02 Le montant du Prêt peut être retiré du Compte du Prêt au titre des dépenses effectuées, ou, si la BADEA y consent, des dépenses à effectuer, pour régler le coût raisonnable des biens et services nécessaires à l'exécution du Projet et qui doivent être financés au moyen du Prêt, tels qu'ils sont décrits dans l'Annexe "A" au présent Accord, y compris les modifications qui pourraient être apportées à ladite Annexe, d'un commun accord entre l'Emprunteur et la BADEA.

Section 2.03 A moins que la BADEA n'en convienne autrement, les biens et services nécessaires à l'exécution du Projet et financés au moyen du Prêt sont acquis conformément aux dispositions de l'Annexe "B" au présent Accord.

Section 2.04 La date de clôture des décaissements est fixée au 30 juin 2025 ou à toute autre date postérieure fixée par la BADEA et notifiée à l'Emprunteur dans les meilleurs délais.

Section 2.05 L'Emprunteur verse des intérêts au taux de un pour cent (1%) l'an sur le montant du Prêt retiré et non encore remboursé.

Section 2.06 Les intérêts et les commissions éventuelles sont payables semestriellement. Les dates de paiement seront fixées en fonction du premier jour du mois qui suit le premier décaissement du Compte du Prêt.

Section 2.07 L'Emprunteur rembourse le principal du Prêt en quarante (40) versements semestriels, conformément au tableau d'amortissement figurant à l'Annexe "I" au présent Accord, après l'expiration d'une période de grâce de cinq (5) ans qui court à partir du premier jour du mois suivant la date du premier décaissement du Compte du Prêt.



ARTICLE III **EXECUTION DU PROJET**

Section 3.01 L'Emprunteur exécute le Projet par l'intermédiaire du MA, avec la diligence et l'efficacité requises et selon les méthodes administratives, financières et techniques appropriées ; il fournit, au fur et à mesure des besoins, les fonds, installations, services et autres ressources nécessaires à l'exécution du Projet.

Section 3.02 Pour le suivi et l'exécution du Projet, l'Emprunteur s'engage à créer :

(a) Un CNS qui sera chargé du suivi et du pilotage de l'exécution des différentes composantes du projet et notamment de l'approbation des Programmes de Travail et Budgets Annuels et le suivi de l'avancement de la mise en œuvre du projet.

Le comité sera composé, sans s'y limiter, des représentants des différents Ministères, agences publiques, organisations nationales, présidé par le secrétaire permanent du MA, le secrétariat du comité sera assuré par l'UEP.

(b) Une UEP chargée du suivi et de la supervision de l'exécution du projet avec l'assistance de l'ingénieur conseil. Elle sera dirigée par un coordinateur, assisté par un (i) expert dans les industries agricoles ; (ii) expert en passation de marchés ; (iii) spécialiste dans le soutien communautaire (iv) responsable administratif; (v) comptable; ainsi que le personnel d'appui.

Compte tenu de l'étendue des zones couvertes par le projet cette UEP sera assistée par deux antennes qui seront installées à "Kouroussa" et à "Dinguiraye" et seront sous la supervision du Coordinateur du projet et chacune d'entre elles sera composée d'un coordinateur adjoint.

Les qualifications, l'expérience, le mandat et les conditions d'emploi du chef de l'UEP ainsi que de son personnel assistant, doivent être jugés satisfaisants par la BADEA.

Section 3.03 L'Emprunteur soumet à la BADEA, pour approbation, le projet de programme d'exécution du Projet ainsi que toutes les modifications importantes qui pourraient y être ultérieurement apportées avec tous les détails que la BADEA peut raisonnablement demander.

Section 3.04 Pour l'exécution et la surveillance du Projet, l'Emprunteur s'assure les services d'experts et de consultants dont les qualifications, l'expérience, le mandat et les conditions d'emploi sont jugés satisfaisants par la BADEA.



Section 3.05

a) Outre les fonds du Prêt et les fonds visés dans l'Attendu (B) du présent Accord, l'Emprunteur fournit, au fur et à mesure des besoins, tous les autres fonds nécessaires à l'exécution du Projet (y compris les fonds qui pourraient être nécessaires pour couvrir tout dépassement de coût par rapport au coût estimatif du Projet à la date de signature du présent Accord); tous ces fonds doivent être fournis à des conditions jugées satisfaisantes par la BADEA.

b) L'Emprunteur s'engage à inscrire régulièrement dans son budget annuel les fonds visés dans l'Attendu (C) du présent Accord requis pour le financement de la part des coûts du Projet qui lui incombe.

Section 3.06

L'Emprunteur s'engage à assurer, ou à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire assurer, tous les biens importés qui doivent être financés au moyen des fonds du Prêt auprès d'assureurs dignes de confiance. Ladite assurance couvre tous les risques que peut comporter l'acquisition, le transport et la livraison desdits biens jusqu'à leur lieu d'utilisation ou d'installation et pour tous montants conformes à l'usage commercial ; toute indemnité due au titre de ladite assurance est payable en une monnaie librement utilisable par l'Emprunteur pour remplacer ou faire réparer lesdits biens.

Section 3.07

L'Emprunteur (i) tient ou fait tenir les écritures nécessaires pour identifier les biens financés au moyen des fonds du Prêt et en justifier l'emploi dans le cadre du Projet, pour suivre l'avancement du Projet et son coût d'exécution et pour enregistrer de façon régulière, conformément aux principes comptables généralement admis, les opérations, les ressources et les dépenses, en ce qui concerne le Projet, des services et organismes de l'Emprunteur chargés de l'exécution de tout ou partie du Projet; (ii) donne aux représentants accrédités de la BADEA, toute possibilité raisonnable d'effectuer des visites pour des fins se rapportant au Prêt et d'inspecter le Projet, les biens et tous documents et écritures y afférents; et (iii) fournit à la BADEA, tous renseignements que la BADEA peut raisonnablement demander en ce qui concerne le Projet et son coût d'exécution, les dépenses effectuées au moyen des fonds du Prêt et les biens financés au moyen desdits fonds.

Section 3.08

L'Emprunteur prend, ou veille à ce que soit prise, toute mesure nécessaire en vue d'exécuter le Projet et ne prend, ni n'autorise que soit prise, aucune mesure de nature à empêcher ou à compromettre l'exécution du Projet ou l'une quelconque des dispositions du présent Accord.



Section 3.09 L'Emprunteur s'engage à fournir à la BADEA (i) des rapports trimestriels, dans un délai de 30 jours à compter de la fin de chaque trimestre de l'année civile, sur l'exécution du Projet dont le contenu et les détails sont jugés satisfaisants par la BADEA; et (ii) dans les six mois suivant l'achèvement du Projet, un rapport détaillé sur l'exécution et les premières activités d'exploitation du Projet, son coût, les avantages qui en découlent et en découleront et la réalisation des objectifs du Prêt.



ARTICLE IV

DISPOSITIONS PARTICULIERES

Section 4.01 L'Emprunteur s'engage à entretenir le Projet conformément aux méthodes techniques, financières et administratives appropriées et d'affecter à cette fin, des montants suffisants dans son budget annuel d'entretien.

Section 4.02 L'Emprunteur s'assure les services du personnel qualifié et expérimenté nécessaire à une exploitation et une gestion efficace du Projet.

Section 4.03 L'Emprunteur s'engage à ce que le MA, continue à élaborer et exécuter un programme de formation pour son personnel travaillant dans le secteur de l'Agriculture, en privilégiant le thème de la gestion et de la maintenance des projets.

Section 4.04 L'Emprunteur s'engage à (i) tenir ou faire tenir des comptes séparés pour le Projet ; (ii) vérifier chaque année, par des auditeurs indépendants, de compétence reconnue, conformément aux principes de l'audit généralement admis, lesdits comptes séparés; (iii) fournir à la BADEA, dans les meilleurs délais et, dans tous les cas, six mois au plus tard après la fin de l'année fiscale (A) des copies certifiées conformes de ces comptes et états financiers vérifiés et (B) un rapport desdits auditeurs dont le contenu et les détails sont jugés satisfaisants par la BADEA ; et (iv) fournir à la BADEA tous autres renseignements concernant les comptes séparés et leur vérification que la BADEA peut raisonnablement demander.

Section 4.05 L'Emprunteur s'engage à mettre en œuvre une politique claire et viable en matière de gestion-exploitation des constructions et du matériel agricole prévues dans le cadre du Projet. Laquelle politique doit permettre en particulier, d'assurer la mise à disposition, dans des conditions d'exploitation satisfaisantes aux producteurs, desdits matériels et de rendre disponible les fonds nécessaires pour leur entretien ainsi que leur remplacement, le cas échéant.

Section 4.06 L'Emprunteur s'engage à mettre à la disposition du Projet tout terrain ou droit foncier nécessaire à l'exécution du Projet, et ce suivant le calendrier d'exécution.

Section 4.07 L'Emprunteur s'engage à prendre les mesures nécessaires et appropriées pour lutter contre les effets néfastes éventuels du Projet sur l'environnement et veiller à ce que les contrats des entrepreneurs en charge des travaux du Projet, prévoient les mesures appropriées à cette fin.



ARTICLE V
SUSPENSION ET EXIGIBILITE ANTICIPEE

Section 5.01 Aux fins d'application de la Section (8.02) des Conditions Générales, les faits ci-après sont également spécifiés conformément aux dispositions du Paragraphe (1-g) de ladite Section:

- (i) Sous réserve des dispositions de l'alinéa (ii) de la présente Section:
 - (A) Le droit de l'Emprunteur de retirer les fonds provenant de tout autre prêt ou don accordé à l'Emprunteur pour le financement du Projet a été suspendu ou annulé, en tout ou en partie, ou il y a été mis fin, en tout ou en partie, conformément aux dispositions de l'accord octroyant ledit prêt ou don; ou
 - (B) Ce prêt est dû et exigible avant l'échéance stipulée dans l'accord afférent audit prêt.
- (ii) L'alinéa (i) de la présente Section n'est pas applicable si l'Emprunteur établit, à la satisfaction de la BADEA, a) que ladite suspension, annulation, terminaison ou exigibilité anticipée n'est pas due à un manquement aux obligations lui incombant en vertu dudit accord, et (B) qu'il peut obtenir, auprès d'autres sources, des fonds suffisants pour la réalisation du Projet, à des conditions permettant d'honorer les obligations qui lui incombent en vertu du présent Accord.

Section 5.02 Aux fins d'application de la Section (9.01) des Conditions Générales, les faits ci-après sont également spécifiés conformément aux dispositions du paragraphe (g) de ladite Section, à savoir : - le fait spécifié à l'alinéa (i) (B) de la section (5.01) du présent Accord est survenu, sous réserve des dispositions de l'alinéa (ii) de ladite Section.



ARTICLE VI
DATE D'ENTREE EN VIGUEUR-TERMINAISON

Section 6.01 Au sens de la Section (12.01) (b) des Conditions Générales, l'entrée en vigueur de l'Accord de Prêt est également subordonnée à la condition suivante:

- La mise en place de l'UEP conformément aux dispositions de la Section (3.02) du présent Accord .

Section 6.02 L'Accord de Prêt entre en vigueur à la date à laquelle la BADEA envoie, par fax ou par E-mail, à l'Emprunteur notification de son acceptation des preuves fournies conformément à la section (12.01) (b) des Conditions Générales.

Section 6.03 Le décaissement sur le compte du prêt objet du présent Accord, est subordonné à la transmission à la BADEA, par écrit, des noms des personnes désignées pour signer au nom de l'Emprunteur les documents des procédures relatifs aux décaissements du prêt ou d'autres documents y relatifs ; ainsi que les spécimens de signature desdites personnes.

Section 6.04 La date du 31 mai 2020 est spécifiée aux fins d'application de la Section (12.04) des Conditions Générales.



ARTICLE VII
REPRESENTATION DE L'EMPRUNTEUR-ADRESSES

Section 7.01 Le Ministre du Plan et du Développement Economique est le Représentant de l'Emprunteur aux fins d'application de la Section (11.03) des Conditions Générales :

Section 7.02 Les adresses ci-dessous sont spécifiées aux fins d'application de la Section (11.01) des Conditions Générales :

Pour l'Emprunteur :

Ministère du Plan et du Développement Economique
Boulbinet ,4ème Avenue ,BP. :103 Conakry,
République de Guinée
Tél :628 66 37 37 / 664 44 76 1

Pour la BADEA:

Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique
B. P. 2640-Khartoum (11111)
République du Soudan
Tél.: (249-183) 773646 ou 773709
Fax: (249 -183) 770600 ou 770498
E-mail: badea@badea.org



EN FOI DE QUOI, les Parties au présent Accord, agissant par l'intermédiaire de leur Représentant dûment autorisé à cet effet, ont fait signer le présent Accord en leur nom respectif à Conakry , les jour, mois et an que dessus.

LE PRESENT ACCORD est établi en double exemplaire arabe et français, le texte français étant conforme au texte arabe qui seul fait foi.

République de Guinée

Par _____

S.E.M. Mamadi CAMARA
Ministre de l'Economie et des Finances

**Banque Arabe pour le
Développement Economique
en Afrique**

Par _____

S.E.Ing. Yousef Ibrahim Al Bassam
**Président du Conseil
d'Administration**



ANNEXE < I >
TABLEAU D'AMORTISSEMENT
PROJET DE DEVELOPPEMENT DE LA CHAINE DE VALEUR DU RIZ
- REPUBLIQUE DE GUINEE -

<u>Versements</u>	<u>Remboursement du principal</u> <u>(Exprimé en dollars \$)</u>
1.	204,000.00
2.	205,000.00
3.	206,000.00
4.	207,000.00
5.	208,000.00
6.	209,000.00
7.	210,000.00
8.	211,000.00
9.	212,000.00
10.	213,000.00
11.	214,000.00
12.	215,000.00
13.	216,000.00
14.	217,000.00
15.	219,000.00
16.	220,000.00
17.	221,000.00
18.	222,000.00
19.	223,000.00
20.	224,000.00
21.	225,000.00
22.	226,000.00
23.	227,000.00
24.	229,000.00
25.	230,000.00
26.	231,000.00
27.	232,000.00
28.	233,000.00
29.	234,000.00
30.	236,000.00
31.	237,000.00
32.	238,000.00
33.	239,000.00
34.	240,000.00
35.	241,000.00
36.	243,000.00
37.	244,000.00
38.	245,000.00
39.	246,000.00
40.	248,000.00



ANNEXE "II"
DESCRIPTION DU PROJET

A. Les objectifs du Projet:

Le projet s'inscrit dans le cadre du Plan national de développement économique et social (PNSD 2016-2020) et du Programme national de développement du secteur agricole (2018-2025), dont les objectifs sont de développer des chaînes de valeur du riz, qui est l'un des éléments alimentaires clés pour le peuple guinéen. Le projet fait partie du programme régional de développement de la chaîne de valeur du riz initié par la BID. La superficie totale des terres agricoles aménagées d'environ 3 000 hectares dans la région de la Haute-Guinée et la région côtière. Le projet intervient dans la chaîne de valeur du riz, de l'amélioration de la qualité des intrants agricoles jusqu'à la facilitation de l'écoulement des produits des cultures de riz dans le marché.

Le projet vise à contribuer à l'augmentation de la production et de la productivité de la culture du riz, et au développement des institutions nationales et régionales travaillant dans le domaine des chaînes de valeur, ainsi qu'à augmenter le nombre d'agriculteurs et de bénéficiaires dans la zone du projet (d'environ 300 000 bénéficiaires). Il est attendu aussi d'améliorer la chaîne de valeur du riz afin d'inciter le secteur privé pour entrer dans le domaine de la culture du riz pour atteindre la contribution du secteur privé dans la zone du projet après son achèvement d'environ 50%.

B. Description et composantes du projet :

B.1 description du Projet :

Le projet s'implique dans le développement de chaînes de valeur et l'atténuation des obstacles au développement de la production de riz, qui ont des conséquences directes sur tous les intervenants dans les chaînes de valeur (transformateurs, fournisseurs, commerçants, institutions bancaires, communautés rurales, etc.) et permettent aux femmes et aux agriculteurs traditionnels d'utiliser des technologies modernes, des systèmes d'irrigation avancés et de bonnes semences pour augmenter la production, le projet fournit également des appuis institutionnels, des conseils techniques et un financement aux bénéficiaires.



B. 2 Composantes du Projet :

Les composantes du projet sont :

1. Amélioration de la production et de la productivité : elle comprend les sous-composantes suivantes :

- 1.1 Travaux de génie civil : comprend l'aménagement hydro-agricole des terres d'une superficie d'environ 1 500 hectares dans les provinces Dinguiraye, Kouroussa et Sanguiri, ainsi que la construction d'environ 150 kilomètres de piste pour relier les villages des Agriculteurs aux zones de production et l'étude de la fertilité des sols et la préparation d'une carte des zones arables sur environ 1 500 hectares.
- 1.2 Fourniture des intrants de production : comprend la construction et l'équipement de trois petits laboratoires régionaux, la réhabilitation de 4 centres de développement des semences et la fourniture d'équipements de production de semences.
- 1.3 Mécanisation de la production, comprend la construction et l'équipement de 5 centres d'entretien et de réparation mécanique, la fourniture de 6 tracteurs agricoles, 20 pompes, 20 moteurs et des accessoires (pièce de rechange).
- 1.4 Vulgarisation Agricole : comprend la formation et l'assistance technique aux délégués agricoles et aux agriculteurs.

2. Renforcement des liens avec le marché :

- 2.1 Appui aux Infrastructures du marché et travaux connexes : construction de 12 magasins de stockage de riz et de légumes, de 2 centres modernes de séchage du riz, de 4 unités régionales de décorticage du riz et l'appui technique pour l'utilisation des déchets de riz comme combustible.

3. Promouvoir les politiques habilitantes et l'environnement institutionnel

- 3.1 Appui Institutionnel au développement de services d'information et de gestion : la fourniture de 120 smartphones pour les acteurs de la collecte de données ainsi que la formation pour l'utilisation des technologies, services et solutions numériques.



3.2 Appui Institutionnel au secteur privé et aux producteurs de semences : comprend la fourniture du matériel de production de semences aux agriculteurs et aux associations et mettre en place un système de mise en relation entre les producteurs de semences, les agriculteurs, les parties prenantes et les acteurs de la chaîne de valeur.

4. Gestion et coordination de projets

4.1 Fourniture de mobilier de bureau et de moyens de transport pour appuyer les unités d'exécution du projet. Comprend la fourniture de 2 véhicules 4x4 (wagon-station), 7 véhicules (pick-up), 15 ordinateurs et mobilier de bureaux.

4.2 Services de consultation : établissement des études d'avant-projet détaillé APD et les dossiers d'appel d'offres DAO.

L'achèvement du Projet est prévu pour le 31 décembre 2024.



ANNEXE « A »
BIENS ET SERVICES DEVANT ETRE FINANCES
ET AFFECTATION DU PRET DE LA BADEA

- A) Le tableau ci-dessous indique les catégories de biens et services financés par le prêt, le montant du prêt affecté à chaque catégorie et le pourcentage de dépenses financé.

Catégorie	Montant Affecté (exprimé en Dollars)	% de dépenses financé du coût total de la composante
1.1 <u>Travaux de génie civil</u> : l'aménagement hydro-agricole d'environ 1 500 hectares, la construction d'environ 200 kilomètres de piste et l'étude de la fertilité des sols pour 1 500 hectares et la préparation d'une carte des zones arables.	3 450 000	33.91 %
1.2 <u>Fourniture des intrants de production</u> : la construction et l'équipement de trois petits laboratoires régionaux, la réhabilitation de 4 centres de développement des semences et la fourniture d'équipements de production de semences.	300 000	16.72 %
1.3 <u>Mécanisation de la production</u> : la construction et l'équipement de 5 centres d'entretien et de réparation mécanique, la fourniture de 6 tracteurs agricoles, 20 pompes, 20 moteurs et des accessoires (pièce de rechange).	250 000	63.61 %
1.4 <u>Vulgarisation Agricole</u> : la formation et l'assistance technique aux délégués agricoles et aux agriculteurs.	180 000	10.42%
2.1 <u>Appui aux Infrastructures du marché et travaux connexes</u> : construction de 12 magasins de stockage de riz et de légumes, de 2 centres modernes de séchage du riz, de 4 unités régionales de décorticage du riz et l'appui technique pour l'utilisation des déchets de riz comme combustible.	1 293 000	92.82 %



3.1 <u>Appui Institutionnel au développement de services d'information et de gestion</u> : la fourniture de 120 smartphones pour les acteurs de la collecte de données ainsi que la formation pour l'utilisation des technologies, services et solutions numériques.	300 000	22.73 %
3.2 <u>Appui Institutionnel au secteur privé et aux producteurs de semences</u> : comprend la fourniture du matériel de production de semences aux agriculteurs et aux associations et mettre en place un système de mise en relation entre les producteurs de semences, les agriculteurs, les parties prenantes et les acteurs de la chaîne de valeur.	410 000	100 %
4.1 <u>Fourniture de mobilier de bureau et de moyens de transport pour appuyer les unités d'exécution du projet</u> : la fourniture de 2 véhicules 4x4 (wagon-station), 7 véhicules (pick-up), 15 ordinateurs et mobilier de bureaux.	650 000	79.27 %
4.2 <u>Services de consultation</u> : établissement des études d'avant-projet détaillé APD et les dossiers d'appel d'offres DAO.	600 000	50 %
5 - Non affecté	567 000	-
Total	9 000 000	32 %

- B) A moins que la BADEA n'en convienne autrement, le pourcentage de la contribution de la BADEA au financement de la catégorie ci-dessus mentionnée, ne doit pas dépasser celui indiqué en face de ladite catégorie.
- C) La BADEA peut, par voie de notification à l'Emprunteur, (i) réaffecter tout montant relevant de la catégorie (5) (non affecté) à l'une des catégories (1) à (4) dans la mesure où ledit montant est nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre de ladite catégorie ; et (ii) réaffecter tout montant relevant de l'une quelconque des catégories (1) à (4), à une autre des catégories 1 à 4 dans la mesure où ledit montant n'est plus nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre de la première catégorie mais est nécessaire au règlement de dépenses effectuées au titre de l'autre catégorie.



ANNEXE « B »
ACQUISITION DES BIENS ET SERVICES

- (1) Sauf approbation contraire par la BADEA, les biens et services sont acquis comme suit
- Les travaux de génie civil et annexes relatifs à l'augmentation de la production et la productivité ainsi au renforcement des liens avec le marché, à réaliser dans le cadre du projet, seront acquis sur la base d'appel d'offres ouvert aux entreprises Arabes, Africaines et/ou Arabo-Africaines conformément aux procédures des Bailleurs Arabes.
 - La fourniture des équipements relatifs à la mécanisation de la production par le biais d'appels d'offres restreint aux fournisseurs locaux agréés, conformément aux procédures de la BADEA.
 - Le recrutement d'un consultant pour l'établissement des études APD et les dossiers d'appel d'offres DAO par le biais d'une liste restreinte de bureaux Arabes, Africains et/ou groupement Arabo-africains, conformément aux procédures de la BADEA.
 - La fourniture des moyens de transport et les équipements informatiques et bureautiques par le biais d'un appel d'offres local, conformément aux procédures de la BADEA.
 - L'exécution des programmes de formation dans le cadre de la vulgarisation agricole par le biais des institutions spécialisées Arabes ou Africaines, conformément aux procédures de la BADEA.
 - L'exécution de services d'information et de gestion par le biais d'une consultation restreinte des cabinets locaux, conformément aux procédures de la BADEA.
- (2) L'Emprunteur soumet à l'approbation préalable de la BADEA tous les contrats et ordres proposés pour l'acquisition des biens et services devant être financés au moyen du Prêt.
- (3) L'Emprunteur enverra à la BADEA des copies des documents des appels d'offres et il apportera auxdits documents les modifications que la BADEA pourra raisonnablement demander. Dans le cas où les soumissionnaires seront pré-qualifiés, et dans le cas des listes restreintes, l'Emprunteur transmettra à la BADEA la liste des soumissionnaires pré-qualifiés et les listes restreintes pour examen et approbation. A la suite de la réception et de l'analyse des offres, l'Emprunteur présentera à la BADEA un rapport détaillé sur l'évaluation et la comparaison des offres reçues, accompagné des recommandations concernant l'attribution des marchés pour l'approbation desdites recommandations.



BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
EN AFRIQUE

Traduction non officielle
du texte arabe original
qui seul fait foi

LES CONDITIONS GENERALES
DES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE



28 Octobre 1979

BANQUE ARABE POUR LE DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE
EN AFRIQUE

LES CONDITIONS GENERALES
DES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE

TABLE DES MATIERES

ARTICLES	TITRES	PAGE
ARTICLE PREMIER	APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES.....1	
Section 1.01.	Application aux Accords de Prêt et de Garantie 1	
Section 1.02.	Incompatibilité avec les Accords de Prêt et de Garantie 1	
ARTICLE II	DEFINITIONS 1	
Section 2.01.	Définitions 1	
Section 2.02.	Références 3	
Section 2.03.	Titres des Articles et des Sections 3	
ARTICLE III	COMPTE DE PRET-INTERETS ET AUTRES CHARGES- REMBOURSEMENT-LIEU DE PAIEMENT 3	
Section 3.01.	Compte de Prêt 3	
Section 3.02.	Intérêts 3	
Section 3.03.	Commission d'engagement 3	
Section 3.04.	Commission d'engagement supplémentaire 4	
Section 3.05.	Calcul des intérêts et Commissions 4	
Section 3.06.	Remboursement 4	
Section 3.07.	Lieu de Paiement 4	
ARTICLE IV	DISPOSITIONS RELATIVES AUX MONNAIES 4	
Section 4.01.	Monnaies dans lesquelles sont effectuées les opérations financières 4	
Section 4.02.	Détermination de la valeur des monnaies 5	
ARTICLE V	RETRAIT ET UTILISATION DES FONDS DU PRET 5	
Section 5.01.	Retrait du Compte de Prêt 5	
Section 5.02.	Engagements spéciaux de la BADEA 6	
Section 5.03.	Demande de retrait ou d'engagement spécial 6	



(ii)

TABLE DES MATIERES (SUITE)

ARTICLE	TITRES	PAGE
Section 5.04.	Justifications	6
Section 5.05.	Caractère probant des demandes et des pièces fournies à l'appui	6
Section 5.06.	Affectation des Fonds du Prêt et Acquisition des biens	6
Section 5.07.	Affectation des biens	6
Section 5.08.	Versements par la BADEA.....	7
ARTICLE VI	RANG PRIORITAIRE DU PRET-IMPOTS ET RESTRICTIONS- IMMUNITES ET PRIVILEGES DE LA BADEA	7
Section 6.01.	Rang prioritaire du Prêt	7
Section 6.02.	Impôts	8
Section 6.03.	Restrictions	8
Section 6.04.	Immunités et Privilèges de la BADEA	8
ARTICLE VII	COOPERATION ET INFORMATION	8
Section 7.01.	Coopération et Information	8
ARTICLE VIII	ANNULATION - SUSPENSION	9
Section 8.01.	Annulation par l'Emprunteur	9
Section 8.02.	Suspension par la BADEA	9
Section 8.03.	Annulation par la BADEA	11
Section 8.04.	Effet de l'annulation ou de la suspension par la BADEA sur les montants faisant l'objet d'un engagement spécial	11
Section 8.05.	Effet de l'annulation sur les échéances de remboursement du Prêt	11
ARTICLE IX	EXIGIBILITE ANTICIPEE	11
Section 9.01.	Manquements	11
ARTICLE X	FORCE OBLIGATOIRE DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE- NON-EXERCICE D'UN DROIT - ARBITRAGE	13



TABLE DES MATIERES (suite)

ARTICLES	TITRES	PAGE
Section 10.01.	Maintien en vigueur des dispositions de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie après suspension, annulation ou exigibilité anticipée	13
Section 10.02.	Force obligatoire	13
Section 10.03.	Non-exercice d'un droit	13
Section 10.04.	Arbitrage	13
ARTICLE XI	DISPOSITIONS DIVERSES	15
Section 11.01.	Notifications et Demandes	15
Section 11.02	Attestation de Pouvoirs	16
Section 11.03.	Représentation de l'Emprunteur ou du Garant	16
ARTICLE XII	DATE D'ENTREE EN VIGUEUR-TERMINAISON	17
Section 12.01.	Conditions préalables à l'Entrée en Vigueur de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie	17
Section 12.02.	Consultations Juridiques ou Certificats	17
Section 12.03.	Date d'Entrée en Vigueur	17
Section 12.04.	Terminaison de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie pour défaut d'Entrée en Vigueur	18
Section 12.05.	Terminaison de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie après paiement intégral	18



LES CONDITIONS GENERALES
DES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE

En date du 28 Octobre 1979

ARTICLE PREMIER

APPLICATION DES CONDITIONS GENERALES

Section 1.01. APPLICATION AUX ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE. Les présentes Conditions Générales contiennent les dispositions applicables aux prêts consentis par la BADEA. Elles s'appliquent à tous les accords de prêt et de garantie conclus à l'occasion desdits prêts dans la mesure prévue par lesdits accords et sous réserves de modifications stipulées dans lesdits accords. Il est entendu toutefois que lorsque le prêt est consenti à un Etat, les dispositions des présentes Conditions Générales se référant à "l'Etat-Garant", au "Garant" et à "l'Accord de Garantie" ne sont pas applicables.

Section 1.02. INCOMPATIBILITE AVEC LES ACCORDS DE PRET ET DE GARANTIE. En cas d'incompatibilité entre une disposition quelconque d'un accord de prêt ou d'un accord de garantie et une disposition des présentes Conditions Générales, la disposition de l'accord de prêt ou de l'accord de garantie, selon le cas, prévaudra.

ARTICLE II

DEFINITIONS

Section 2.01. DEFINITIONS. A moins que le contexte ne requière une interprétation différente, les termes et expressions ci-après ont, chaque fois qu'ils sont employés dans les présentes Conditions Générales, les significations suivantes:

- 1) le terme "BADEA" désigne la Banque Arabe pour le Développement Economique en Afrique;
- 2) l'expression "Accord de Prêt" désigne l'accord de prêt, tel qu'amendé, le cas échéant, auquel s'appliquent les présentes Conditions Générales. Cette expression désigne également les présentes Conditions Générales telles qu'elles sont rendues applicables, tous les accords complétant l'Accord de Prêt et toutes les annexes audit Accord;

le terme "Prêt" désigne le prêt faisant l'objet de l'Accord de Prêt;



- 4) le terme "Etat-Emprunteur" ou "Emprunteur" désigne la partie à l'Accord de Prêt à laquelle le Prêt est octroyé;
- 5) l'expression "Accord de Garantie" désigne l'Accord auquel s'appliquent les présentes Conditions Générales, tel qu'amendé, le cas échéant, conclu entre la BADEA et un Etat ou tout organisme en vue de garantir le Prêt. Cette expression désigne également les présentes Conditions Générales telles qu'elles sont rendues applicables, tous les accords complétant l'Accord de Garantie et toutes les annexes audit Accord;
- 6) le terme "Etat-Garant" ou "Garant" désigne l'Etat ou l'organisme qui est partie à l'Accord de Garantie;
- 7) le terme "dollar" et le signe "\$" désignent la monnaie des Etats Unis d'Amérique;
- 8) le terme "Projet" désigne le projet ou le programme pour lequel le prêt est accordé, ainsi que les services et les études y afférents, tels que décrits dans l'Accord de Prêt, y compris les modifications qui pourraient être apportées à la description dudit projet ou dudit programme d'un commun accord entre la BADEA et l'Emprunteur;
- 9) le terme "biens" désigne le matériel, les fournitures, les ouvrages et les autres services nécessaires au Projet. Chaque fois qu'il est fait référence au coût de l'un quelconque de ces biens, ledit coût est réputé comprendre le coût de l'importation dudit bien dans les territoires de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat sur lesquels le Projet est réalisé;
- 10) l'expression "Date d'Entrée en vigueur" désigne la date à laquelle l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie entrent en vigueur et prennent effet conformément à la Section 12.03;
- 11) l'expression "Compte de Prêt" désigne le compte, ouvert par la BADEA dans ses livres au nom de l'Emprunteur, qui est crédité du montant du Prêt;
- 12) le terme "impôts" désigne les impôts, prélèvements, redevances et droits de toute nature en vigueur à la date de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie ou imposés ultérieurement;



- 13) le terme "sûreté réelle" désigne les hypothèques, nantissements, droits d'affectation, privilèges et droits de préférence de toute sorte;
- 14) l'expression "Date de Clôture" désigne la date, spécifiée dans l'Accord de Prêt, à partir de laquelle la BADEA peut, par voie de notification à l'Emprunteur, mettre fin au droit de celui-ci de retirer du Compte de Prêt tout montant non encore retiré dudit compte.

Section 2.02. REFERENCES. Les Articles et Sections auxquels il est fait référence dans les présentes Conditions Générales sans autre précision sont ceux desdites Conditions Générales.

Section 2.03. TITRES DES ARTICLES ET DES SECTIONS. Les titres des Articles et des Sections et la Table des Matières ont été insérés dans les présentes Conditions Générales pour faciliter sa lecture mais n'en font pas partie intégrante.

ARTICLE III

COMPTE DE PRET - INTERETS ET AUTRES CHARGES - REMBOURSEMENT - LIEU DE PAIEMENT

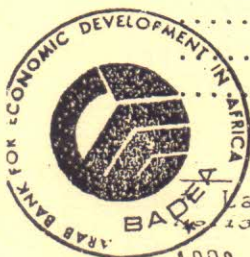
Section 3.01. COMPTE DE PRET. Le Compte de Prêt est crédité du montant du Prêt que l'Emprunteur peut retirer dudit Compte conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt et des présentes Conditions Générales et selon la procédure spécifiée par la BADEA.

Section 3.02. INTERETS. L'Emprunteur paie, sur les montants retirés du Compte de Prêt et non encore remboursés, des intérêts dont le taux est stipulé dans l'Accord de Prêt. Ces intérêts commencent à courir, pour chaque montant, à partir de la date du retrait dudit montant.

Section 3.03. COMMISSION D'ENGAGEMENT.*

La commission d'engagement a été annulée en vertu de la décision du Conseil d'Administration prise lors de sa session du 19 juin

1989.



Section 3.04. CO
runteur paie une co
un demi de un po
engagement spécial
l'Emprunteur, conform

Section 3.05. CA
période inférieure à
sur la base d'un
trente jours.

Section 3.06. R
principal du Prêt re
d'amortissement figur

(b) L'Emprunteur
et autres charges écli
total du principal c
montant total du prin
de remboursement, à
ment anticipé il n'es
dont l'échéance soit
remboursement anticip

Section 3.07. LIE
Prêt ainsi que le
effectués en tels lieu

DISP

Section 4.01. MC
OPERATIONS FINANCI
effectuées en vertu d
retraits du Compte
du Prêt et le paieme
effectués en dollars.

(b) Si les dépen
d'un retrait donné c
sont payables en un
demande de l'Emprun
acheter avec des
nécessaire au règle
payé par la BADEA
fonds du Prêt.

D'ENGAGEMENT SUPPLEMENTAIRE. L'Emp-
d'engagement supplémentaire au taux de
(0,50%) l'an sur le principal de tout
par la BADEA, à la demande de
la Section 5.02 et non encore remboursé.

INTERETS ET COMMISSIONS. Pour toute
les intérêts et commissions sont calculés
de 360 jours, divisée en douze mois de

MENT. (a) L'Emprunteur rembourse le
Compte de Prêt conformément au tableau
annexe à l'Accord de Prêt.

it, à condition de payer tous les intérêts
rembourser par anticipation (a) le montant
tiré et non encore remboursé, ou (b) le
au titre d'une ou de plusieurs échéances
toutefois qu'à la date dudit rembourse-
une portion de Prêt non encore remboursée
re à la portion devant faire l'objet du

EMENT. Le remboursement du principal du
des intérêts et charges y afférents sont
BADEA peut raisonnablement désigner.

ARTICLE IV

RELATIVES AUX MONNAIES

DANS LESQUELLES SONT EFFECTUEES LES
(a) Toutes les opérations financières
d de Prêt sont calculées en dollars. les
insi que le remboursement du principal
intérêts et autres charges y afférents sont

oivent être financées au moyen des fonds
nt à l'Accord de Prêt ont été payées ou
e autre que le dollar, la BADEA, à la
n qualité de mandataire de celui-ci, peut
le montant de ladite autre monnaie,
ites dépenses, et le montant en dollars
it achat est réputé avoir été retiré des



(c) La BADEA peut, à la demande de l'Emprunteur et en qualité de mandataire de celui-ci, acheter les dollars dont l'Emprunteur a besoin pour rembourser le principal du Prêt ou pour payer les intérêts et autres charges dûs aux termes de l'Accord de Prêt, à condition que l'Emprunteur lui verse à cet effet les fonds nécessaires dans une monnaie ou des monnaies acceptables par la BADEA. Ledit remboursement ou ledit paiement n'est réputé avoir été effectué conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt qu'à la date et dans la mesure où la BADEA a effectivement reçu ces dollars.

Section 4.02. DETERMINATION DE LA VALEUR DES MONNAIES. Chaque fois qu'il est nécessaire, aux fins d'application de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie, de déterminer la contre-valeur d'une monnaie dans une autre monnaie, cette contre-valeur est déterminée par la BADEA selon le taux de change en vigueur à la date de cette détermination.

ARTICLE V

RETRAIT ET UTILISATION DES FONDS DU PRET

Section 5.01. RETRAIT DU COMPTE DE PRET. (a) L'Emprunteur a le droit de retirer du Compte de Prêt les sommes déjà dépensées au titre du Projet, ou, si la BADEA y consent, les sommes nécessaires au règlement des dépenses à effectuer à ce titre, conformément aux dispositions de l'Accord de Prêt et des présentes Conditions Générales et selon les règles et la procédure déterminées par la BADEA.

(b) Aucun retrait n'est effectué des fonds du Prêt pour le financement:

- i) de dépenses antérieures à la date de la signature de l'Accord de Prêt, à moins que la BADEA n'en convienne autrement;
- ii) de biens achetés avec la monnaie de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat dans lequel le Projet est réalisé, à moins que la BADEA n'en convienne autrement;
- iii) d'impôts, d'une façon directe ou indirecte, imposés par l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant, ou exigibles sur ses territoires ou dans l'Etat du siège de l'Emprunteur ou du Garant ou dans l'Etat dans lequel le Projet est réalisé, sur des biens ou des services, ou sur l'importation, la fabrication, la production, l'acquisition ou la fourniture de ces biens ou services.



Section 5.02. ENGAGEMENTS SPECIAUX DE LA BADEA. A la demande de l'Emprunteur et suivant les conditions convenues entre la BADEA et l'Emprunteur, la BADEA peut contracter par écrit des engagements spéciaux l'obligeant à verser à l'Emprunteur ou à des tiers, certaines sommes destinées à couvrir le coût des biens devant être financés au titre de l'Accord de Prêt et ce, nonobstant toute suspension ou annulation à tout moment ultérieur par la BADEA ou par l'Emprunteur.

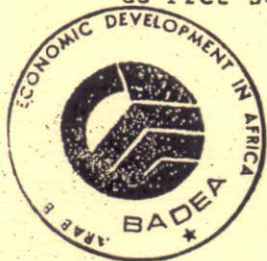
Section 5.03. DEMANDES DE RETRAIT OU D'ENGAGEMENT SPECIAL. Lorsque l'Emprunteur désire retirer une somme du Compte de Prêt ou demander à la BADEA de contracter un engagement spécial conformément à la Section 5.02, l'Emprunteur remet à la BADEA une demande écrite revêtant la forme et comportant les déclarations et accords nécessaires qui peuvent être raisonnablement demander par la BADEA. A moins que la BADEA et l'Emprunteur n'en conviennent autrement, les demandes de retrait, accompagnées de tous les documents requis par le présent Article, doivent être présentées sans délai, au fur et à mesure des dépenses relatives au Projet.

Section 5.04. JUSTIFICATIONS. L'Emprunteur remet à la BADEA, à l'appui de toute demande de retrait, tous documents et autres justifications que la BADEA peut raisonnablement demander, soit avant d'autoriser, soit après avoir autorisé le retrait faisant l'objet de ladite demande.

Section 5.05. CARACTERE PROBANT DES DEMANDES ET DES PIECES FOURNIES A L'APPUI. Les demandes de retrait et les documents et autres justifications fournis à l'appui desdites demandes doivent suffire, quant à leur forme et quant à leur fond, à établir à la satisfaction de la BADEA que l'Emprunteur est habilité à retirer du Compte de Prêt les sommes demandées et que lesdites sommes ne seront utilisées qu'aux fins stipulées dans l'Accord de Prêt.

Section 5.06. AFFECTATION DES FONDS DU PRET ET ACQUISITION DES BIENS. L'Emprunteur s'oblige à affecter les fonds du Prêt exclusivement au règlement du coût raisonnable des biens nécessaires à l'exécution du Projet. A moins que la BADEA n'en convienne autrement, lesdits biens sont acquis conformément aux règles et procédures prescrites à cet effet à la BADEA.

Section 5.07. AFFECTATION DES BIENS. A moins que la BADEA n'en convienne autrement, l'Emprunteur s'engage à ce que tous les biens financés au moyen du Prêt soient affectés exclusivement à l'exécution du Projet.



Section 5.08. VERSEMENTS PAR LA BADEA. La BADEA règle exclusivement à l'Emprunteur ou à son ordre les sommes qu'il a le droit de retirer du Compte de Prêt.

ARTICLE VI

RANG PRIORITAIRE DU PRET - IMPOTS ET RESTRICTIONS- IMMUNITES ET PRIVILEGES DE LA BADEA

Section 6.01. RANG PRIORITAIRE DU PRET. (a) La BADEA et l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant conviennent qu'aucune autre dette extérieure ne bénéficie d'un rang prioritaire par rapport au Prêt du fait d'une sûreté réelle constituée ultérieurement sur des biens de l'Etat. A cette fin, à moins que la BADEA n'en convienne autrement, l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant s'engage à ce que toute sûreté réelle constituée sur l'un quelconque de ses biens en vue de garantir toute dette extérieure, garantisse ipso-facto et à titre gratuit pour la BADEA, également et proportionnellement, le principal du Prêt, les intérêts et autres charges y afférents, et à ce que, lors de la constitution de ladite sûreté réelle, des dispositions expresses soient prévues à cet effet. Il est entendu toutefois que les dispositions qui précèdent ne s'appliquent pas à:

- i) toute sûreté réelle constituée sur un bien, à l'époque de l'achat dudit bien, à seule fin de garantir le paiement du prix d'achat dudit bien;
- ii) toute sûreté réelle constituée sur des biens commerciaux pour garantir une dette venant à échéance un an au maximum après la date à laquelle elle est contractée et devant être réglée au moyen du produit de la vente desdits biens commerciaux;
- iii) toute sûreté réelle constituée dans le cours ordinaire des transactions bancaires et garantissant une dette venant à échéance un an au maximum après la date à laquelle elle est contractée.

(b) Au sens de la présente Section, l'expression "biens de l'Etat" désigne tous les biens appartenant à l'Etat-Emprunteur ou à l'Etat-Garant ou à l'une quelconque de ses subdivisions politiques ou administratives ou à un organisme quelconque détenu ou contrôlé par ledit Etat ou par l'une de ses



subdivisions, ou géré pour le compte dudit Etat ou de l'une de ses subdivisions, y compris tout organisme remplissant les fonctions de banque centrale ou de fonds de stabilisation des changes dudit Etat ou remplissant des fonctions analogues pour cet Etat.

Section 6.02. IMPOTS. (a) Le remboursement du principal du Prêt et le paiement des intérêts et charges y afférents sont exonérés de tout impôt et effectués nets de toute retenue d'impôts perçus par l'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant ou exigibles sur ses territoires.

(b) L'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant paie tout impôt perçu sur, ou à l'occasion de, la signature, la publication, la remise ou l'enregistrement de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie en vertu:

- i) de la législation de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat-Garant ou de la législation en vigueur sur ses territoires; ou
- ii) de la législation de tout pays dans la monnaie duquel le Prêt est remboursable, ou de la législation en vigueur dans ce pays.

Section 6.03. RESTRICTIONS. Le remboursement du principal du Prêt et le paiement des intérêts et charges y afférents sont exemptés de toutes restrictions imposées par la législation de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat-Garant, ou la législation en vigueur sur ses territoires.

Section 6.04. IMMUNITES ET PRIVILEGES DE LA BADEA. (a) L'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant considère comme confidentiels tous les documents, registres, archives, correspondance et autres documents de même nature de la BADEA, et les exempte de toute censure et inspection sur ses territoires.

(b) Tous les biens et revenus de la BADEA jouissent dans les territoires de l'Etat-Emprunteur ou de l'Etat-Garant de l'immunité totale contre la nationalisation, la confiscation, la saisie et le séquestre.

ARTICLE VII

COOPERATION ET INFORMATION

Section 7.01. COOPERATION ET INFORMATION. (a) La BADEA, l'Emprunteur et le Garant coopèrent étroitement en vue d'assurer la réalisation des objectifs du Prêt. A cette fin, à la demande de l'une quelconque des parties, la



BADEA, l'Emprunteur et le Garant:

- i) Procèdent par l'intermédiaire de leurs représentants, à des échanges de vues concernant l'état d'avancement du Projet, les avantages qui en découlent et l'exécution des obligations incombant à chacune des parties en vertu de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie, ainsi que toute autre question se rapportant à l'objet du Prêt;
- ii) Fournissent à ladite partie toutes les informations qui peuvent être raisonnablement demandées sur l'état d'avancement du Projet, les avantages qui en découlent et la situation générale du Prêt.

(b) L'Emprunteur et le Garant informent la BADEA dans les meilleurs délais de toute circonstance qui entrave ou risque d'entraver l'avancement du Projet, la réalisation des objectifs du Prêt (y compris toute augmentation importante du coût du Projet), le service des paiements y afférents ou l'exécution par l'une quelconque des parties des obligations lui incombant en vertu de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie.

(c) L'Etat-Emprunteur ou l'Etat-Garant donne aux représentants accrédités de la BADEA toutes les facilités raisonnables de se rendre sur toute partie de ses territoires à des fins se rapportant au Prêt.

ARTICLE VIII

ANNULATION - SUSPENSION

Section 8.01. ANNULATION PAR L'EMPRUNTEUR. L'Emprunteur peut, par voie de notification à la BADEA, annuler tout montant du Prêt qu'il n'a pas retiré avant la date de ladite notification. Il est entendu néanmoins que l'Emprunteur ne peut faire usage de cette faculté à l'égard de tout montant du Prêt ayant fait l'objet d'un engagement spécial de la part de la BADEA conformément à la Section 5.02.

Section 8.02. SUSPENSION PAR LA BADEA. 1. Si l'un des faits énumérés ci-dessous survient et persiste, la BADEA peut par voie de notification à l'Emprunteur et au Garant, suspendre en tout ou en partie le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du Compte de Prêt:



- (a) L'Emprunteur manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Prêt ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur;
- (b) Le Garant manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Garantie ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et le Garant;
- (c) L'Emprunteur ou le Garant manque à toute autre obligation qui lui incombe en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie ou de tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur ou entre la BADEA et le Garant;
- (d) Le droit de l'Emprunteur de retirer les fonds provenant de tout autre prêt, crédit ou subvention accordé à l'Emprunteur pour le financement du Projet est suspendu ou annulé en tout ou en partie et l'Emprunteur n'a pu obtenir de fonds suffisants pour le Projet auprès d'autres sources, à des termes et conditions jugés satisfaisants par la BADEA;
- (e) Une situation exceptionnelle se produit qui rend difficile l'exécution du Projet ou l'exécution par l'Emprunteur ou par le Garant des obligations résultant de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie;
- (f) L'un quelconque des faits spécifiés aux alinéas e) et f) de la Section 9.01 survient;
- (g) Tout autre fait spécifié dans l'Accord de Prêt aux fins de la présente Section survient.

2. Le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du Compte de Prêt continue d'être suspendu en tout ou en partie, selon le cas, jusqu'à la cessation du fait ou des faits ayant entraîné ladite suspension ou jusqu'à la BADEA informe l'Emprunteur par voie de notification que son droit



d'effectuer des retraits est rétabli: il est entendu toutefois que, dans le cas de toute notification du rétablissement du droit d'effectuer des retraits, ledit droit n'est rétabli que dans la mesure spécifiée dans ladite notification et sous réserve des conditions y spécifiées.

Section 8.03. ANNULATION PAR LA BADEA. Dans le cas où a) le droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits du Compte de Prêt est suspendu pour un montant quelconque du Prêt pendant trente jours consécutifs, ou b) après la date de clôture, un montant du Prêt n'a pas été retiré du Compte de Prêt, la BADEA peut aviser l'Emprunteur et le Garant par voie de notification qu'elle met fin au droit de l'Emprunteur d'effectuer des retraits au titre dudit montant. A compter de cette notification, ledit montant est annulé.

Section 8.04. EFFET DE L'ANNULATION OU DE LA SUSPENSION PAR LA BADEA SUR LES MONTANTS FAISANT L'OBJET D'UN ENGAGEMENT SPECIAL. La BADEA ne peut annuler ni suspendre les montants faisant l'objet d'un engagement spécial de la part de la BADEA conformément à la Section 5.02, sauf stipulation contraire contenue dans ledit engagement spécial.

Section 8.05. EFFET DE L'ANNULATION SUR LES ECHEANCES DE REMBOURSEMENT DU PRET. A moins que la BADEA et l'Emprunteur n'en conviennent autrement, toute annulation est défalquée proportionnellement de chacune des échéances de remboursement du principal du Prêt postérieure à la date de cette annulation, telles que lesdites échéances sont spécifiées dans le tableau d'amortissement annexé à l'Accord de Prêt.

ARTICLE IX

EXIGIBILITE ANTICIPEE

Section 9.01. MANQUEMENTS. Si l'un quelconque des faits énumérés ci-après survient et persiste pendant la période spécifiée, le cas échéant, ci-dessous, la BADEA a la faculté, tant que dure ledit fait, de déclarer par voie de notification à l'Emprunteur et au Garant que le principal du Prêt non encore remboursé est exigible et remboursable immédiatement, de même que les intérêts et charges y afférents, sur quoi ledit principal, de même que lesdits intérêts et charges, deviennent exigibles et remboursables immédiatement:



(a) L'Emprunteur manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Prêt ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur, et ce manquement persiste pendant une période de trente jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait à l'Emprunteur;

(b) Le Garant manque à ses obligations relatives au remboursement du principal du Prêt, au paiement des intérêts ou à tout autre paiement requis conformément à l'Accord de Garantie ou à tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et le Garant, et ce manquement persiste pendant une période de trente jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait au Garant;

(c) L'Emprunteur ou le Garant manque à tout autre obligation qui lui incombe en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie ou tout autre accord de prêt ou de garantie conclu entre la BADEA et l'Emprunteur ou entre la BADEA et le Garant, et ce manquement persiste pendant une période de soixante jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait à l'Emprunteur ou au Garant, selon le cas;

(d) Une situation exceptionnelle se produit qui rend difficile l'exécution du Projet ou l'exécution par l'Emprunteur des obligations résultant de l'Accord de Prêt, et cette situation persiste pendant une période de soixante jours consécutifs après que la BADEA a notifié ledit fait à l'Emprunteur;

(e) Une mesure quelconque a été prise en vue de dissoudre l'Emprunteur (quant il ne s'agit pas d'un Etat), de mettre un terme à son activité ou de suspendre ses opérations;

(f) L'Emprunteur (quant il ne s'agit pas d'un Etat) n'est plus en mesure d'acquitter ses dettes à leur échéance, ou une mesure ou action quelconque a été prise ou intentée par l'Emprunteur ou par des tiers qui a pour effet de permettre ou de provoquer la répartition d'un élément quelconque des avoirs de l'Emprunteur entre ses créanciers;

(g) Tout autre fait prévu par l'Accord de Prêt aux fins de la présente Section survient et persiste durant la période indiquée, le cas échéant, dans ledit Accord.



ARTICLE X

FORCE OBLIGATOIRE DE L'ACCORD DE PRET
ET DE L'ACCORD DE GARANTIE-
NON-EXERCICE D'UN DROIT - ARBITRAGE

Section 10.01. MAINTIEN EN VIGUEUR DES DISPOSITIONS DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE APRES SUSPENSION, ANNULATION OU EXIGIBILITE ANTICIPEE. Nonobstant toute annulation, suspension ou exhibité anticipée, toutes les dispositions de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie restent en vigueur et continuent à produire tous leurs effets sauf disposition contraire des Articles VIII et IX.

Section 10.02. FORCE OBLIGATOIRE. Les droits et obligations de la BADEA, de l'Emprunteur et du Garant au titre de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie s'appliquent et ont force obligatoire conformément à leur teneur, nonobstant toute disposition contraire applicable à l'Emprunteur ou au Garant ou prévue par la législation en vigueur dans tout Etat ou sur toute partie de ses territoires. En aucun cas, la BADEA, l'Emprunteur ou le Garant ne peut soutenir qu'une disposition quelconque des présentes Conditions Générales, de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est nulle ou n'a pas force obligatoire pour quelque raison que ce soit.

Section 10.03. NON-EXERCICE D'UN DROIT. Aucun retard, aucune omission de la part d'une des parties dans l'exercice de tout droit, pouvoir ou recours qu'elle tient de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie, en cas de manquement à une obligation de la part de l'autre partie, ne peut porter atteinte audit droit, pouvoir ou recours, ni être interprété comme un abandon dudit droit, pouvoir ou recours ou comme un acquiescement audit manquement; aucune mesure prise par ladite partie à la suite de tel manquement, ou de son acquiescement audit manquement, ne peut affecter ou entraver l'exercice d'un droit, pouvoir ou recours appartenant à ladite partie en ce qui concerne tout autre manquement concomitant ou postérieur.

Section 10.04. ARBITRAGE. Tout différend entre les parties à l'Accord de Prêt ou à l'Accord de Garantie ou toute revendication formulée par une partie à l'encontre d'une autre partie en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est réglé à l'amiable entre les parties, et, faute d'accord à l'amiable, ledit différend ou ladite revendication est soumis à l'arbitrage d'un Conseil d'Arbitrage dans les conditions ci-après:



(a) Les parties audit arbitrage sont la BADEA d'une part, l'Emprunteur et le Garant d'autre part.

(b) Le Conseil d'Arbitrage se compose de trois arbitres nommés l'un par la BADEA, le deuxième par l'Emprunteur et le Garant ou, à défaut d'accord entre eux, par le Garant, et le troisième (parfois appelé ci-après "le Surarbitre") par accord des parties ou, faute d'accord, par le Président de la Cour Internationale de Justice. Si l'une des parties ne nomme pas d'arbitre, celui-ci est nommé par le Président de la Cour Internationale de Justice à la demande de l'autre partie. En cas de démission, décès ou incapacité d'agir de l'un des arbitres, son successeur est désigné conformément aux dispositions de la présente Section applicables à la nomination de l'Arbitre qui l'a précédé et ledit successeur a les pouvoirs et obligations de son prédécesseur.

(c) Toute partie peut intenter une procédure d'arbitrage au titre de la présente Section par voie de notification à l'autre partie. Ladite notification doit contenir un exposé de la nature du différend ou de la revendication soumis à l'arbitrage et de la nature et de la portée des mesures sollicitées, ainsi que le nom de l'arbitre désigné par la partie demanderesse. Dans les 30 jours qui suivent cette notification, l'autre partie doit notifier à la partie demanderesse le nom de l'arbitre nommé par elle.

(d) Si les parties ne s'entendent pas sur la désignation du surarbitre dans les 60 jours qui suivent la notification introductive d'instance, toute partie peut solliciter la nomination de celui-ci conformément aux dispositions de l'alinéa (b) de la présente Section.

(e) Le Conseil d'Arbitrage se réunit pour la première fois aux date et lieu fixés par le Surarbitre. Par la suite, le Conseil décide où et quand il siège.

(f) Le Conseil d'Arbitrage tranche toutes les questions relatives à sa compétence et, sous réserve des dispositions de la présente Section et sauf accord contraire des parties, fixe ses règles de procédure. Toutes les décisions du Conseil d'Arbitrage sont prises à la majorité des voix.

(g) Le Conseil d'Arbitrage donne aux parties la possibilité de se faire entendre équitablement et rend sa sentence par écrit. Cette sentence peut



être prononcée par défaut. Toute sentence signée par la majorité des membres du Conseil d'Arbitrage constitue la sentence dudit Conseil. Un original signé de la sentence est transmis à chaque partie. Toute sentence rendue conformément aux dispositions de la présente Section est définitive et a force obligatoire pour les parties à l'Accord de Prêt et à l'Accord de Garantie et chaque partie doit s'y soumettre et l'exécuter.

(h) Le Conseil d'Arbitrage applique les principes généraux du droit et de l'équité.

(i) Les parties déterminent le montant des honoraires des Arbitres et de toutes autres personnes dont la participation est nécessaire à la conduite de l'instance arbitrale. A défaut d'accord des parties sur ledit montant avant la première réunion du Conseil d'Arbitrage, celui-ci fixe ledit montant au niveau qui lui paraît raisonnable eu égard aux circonstances. La BADEA, l'Emprunteur et le Garant prennent chacun à leur charge les dépenses que l'instance arbitrale leur occasionne. Les frais du Conseil d'Arbitrage sont également partagés entre la BADEA d'une part et l'Emprunteur et le Garant d'autre part. Toute question relative à la répartition des frais du Conseil d'Arbitrage ou aux modalités de leur règlement est tranchée par le Conseil d'Arbitrage.

(j) Les dispositions de la présente Section concernant l'Arbitrage tiennent lieu de toute autre procédure pour le règlement de tout différend entre les parties à l'Accord de Prêt et à l'Accord de Garantie, ou de toute revendication relative auxdits Accords formulée par une partie à l'encontre d'une autre partie.

(k) Toute notification ou toute signification d'acte de procédure relative à une instance introduite en vertu de la présente Section est donnée dans les formes prévues à la Section 11.01. Les parties à l'Accord de Prêt et à l'Accord de Garantie renoncent à toute autre formalité requise aux fins desdites notifications ou desdites significations.

ARTICLE XI

DISPOSITIONS DIVERSES

Section 11.01. NOTIFICATIONS ET DEMANDES. Toute notification ou demande qu'il est nécessaire ou permis d'adresser en vertu de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est formulée par écrit. Sous réserve des dispositions



de la Section 12.03, une telle notification ou demande est réputée avoir été dûment adressée lorsqu'elle a été remise en mains propres ou par lettre, télégramme, câblogramme, radiogramme ou message télex à la partie à laquelle il est nécessaire ou permis qu'elle soit adressée, à l'adresse de ladite partie spécifiée dans l'Accord de Prêt ou l'Accord de Garantie ou à toute autre adresse que ladite partie a notifiée à la partie effectuant la notification ou la demande.

Section 11.02. ATTESTATION DE POUVOIRS. L'Emprunteur et le Garant fournissent à la BADEA des pièces attestant de façon suffisante les pouvoirs conférés à la personne ou aux personnes habilitées, au nom de l'Emprunteur ou du Garant, à prendre toute mesure ou à signer tout document que l'Emprunteur doit ou peut prendre ou signer aux termes de l'Accord de Prêt, y compris les demandes visées dans l'Article V, ou que le Garant doit ou peut prendre ou signer aux termes de l'Accord de Garantie. L'Emprunteur et le Garant fournissent également à la BADEA des spécimens légalisés de la signature de chacune desdites personnes.

Section 11.03. REPRESENTATION DE L'EMPRUNTEUR OU DU GARANT. Le représentant de l'Emprunteur ou du Garant désigné dans l'Accord de Prêt ou dans l'Accord de Garantie aux fins de la présente Section, ou toute personne qu'il a, par écrit, autorisé à cet effet peut, au nom de l'Emprunteur ou du Garant, prendre toute mesure qu'il est nécessaire ou permis de prendre ou signer tout document qu'il est nécessaire ou permis de signer aux termes de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie. Le représentant de l'Emprunteur ou du Garant ainsi désigné ou toute personne qu'il a autorisée par écrit à cet effet peut, par instrument écrit signé au nom de l'Emprunteur ou du Garant, donner son accord, au nom dudit Emprunteur ou dudit Garant, à toute modification ou amplification des dispositions de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie à condition toutefois que, de l'avis dudit représentant, ladite modification ou ladite amplification soit raisonnable eu égard aux circonstances et n'accroisse pas substantiellement les obligations incombant à l'Emprunteur aux termes de l'Accord de Prêt, ou au Garant aux termes de l'Accord de Garantie. La BADEA peut accepter la signature dudit instrument par ledit représentant ou par ladite personne autorisée comme preuve irréfutable que, de l'avis dudit représentant, toute modification ou amplification apportée par ledit instrument aux dispositions de l'Accord de Prêt ou de l'Accord de Garantie est raisonnable eu égard aux circonstances et n'accroît pas substantiellement les obligations de l'Emprunteur ou du Garant au titre desdits Accords.



ARTICLE XII

DATE D'ENTREE EN VIGUEUR - TERMINAISON

Section 12.01. CONDITIONS PREALABLES A L'ENTREE EN VIGUEUR DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE. L'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie n'entrent en vigueur que lorsque la BADEA a reçu des preuves jugées satisfaisantes par elle, établissant:

- (a) Que la signature de l'Accord de Prêt et de l'Accord de Garantie au nom de l'Emprunteur et du Garant a été dûment autorisée ou ratifiée conformément aux normes juridiques applicables à cet effet; et
- (b) Que tous les autres faits spécifiés dans l'Accord de Prêt comme conditions d'Entrée en Vigueur sont survenus.

Section 12.02. CONSULTATIONS JURIDIQUES OU CERTIFICATS. Parmi les preuves à fournir en vertu de la Section 12.01 l'Emprunteur fournit à la BADEA une ou plusieurs consultations juridiques jugées satisfaisantes par la BADEA, émanant de juristes jugés acceptables par elle ou, si la BADEA le demande, un certificat jugé satisfaisant par la BADEA, émanant d'un fonctionnaire compétent de l'Emprunteur ou du Garant; cette ou ces consultations juridiques ou ce certificat établissent:

- (a) Que l'Accord de Prêt a été dûment autorisé ou ratifié par l'Emprunteur, dûment signé en son nom et qu'il a, pour l'Emprunteur, force obligatoire conformément à ses dispositions;
- (b) Que l'Accord de Garantie a été dûment autorisé ou ratifié par le Garant, dûment signé en son nom et qu'il a, pour le Garant, force obligatoire conformément à ses dispositions;
- (c) Tous autres points spécifiés dans l'Accord de Prêt ou tous autres points relatifs à cet Accord que la BADEA peut demander.

Section 12.03. DATE D'ENTREE EN VIGUEUR. (a) Sauf accord contraire entre la BADEA et l'Emprunteur, l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie entrent en vigueur à la date à laquelle la BADEA envoie par câblogramme à l'Emprunteur et au Garant notification de son acceptation des preuves fournies conformément à la Section 12.01.



(b) Si, avant la date d'Entrée en vigueur, se produit l'un des faits qui auraient permis à la BADEA de suspendre le droit de l'Emprunteur de procéder à des retraits du Compte de Prêt si l'Accord de Prêt était entré en vigueur, la BADEA peut retarder l'envoi de la notification mentionnée au paragraphe (a) de la présente Section jusqu'à ce que ce fait prenne fin.

Section 12.04. TERMINAISON DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE POUR DEFAUT D'ENTREE EN VIGUEUR. Si toutes les mesures à prendre conformément à la Section 12.01 n'ont pas été prises avant la date spécifiée dans l'Accord de Prêt aux fins de la présente Section ou avant toute autre date ultérieure spécifiée par la BADEA, la BADEA peut, à toute date ultérieure de son choix, mettre fin à l'Accord de Prêt par voie de notification à l'Emprunteur. A compter de ladite notification, l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie prennent fin, ainsi que tous les droits et obligations des parties qui en résultent.

Section 12.05. TERMINAISON DE L'ACCORD DE PRET ET DE L'ACCORD DE GARANTIE APRES PAIEMENT INTEGRAL. Lorsque le principal du Prêt retiré du Compte de Prêt ainsi que tous les intérêts et charges échus et exigibles au titre du Prêt ont été intégralement payés, l'Accord de Prêt et l'Accord de Garantie se terminent immédiatement et toutes les obligations incombant aux parties au titre desdits Accords prennent fin.



[Handwritten signatures in blue ink, with three asterisks () below them.]*

انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بتمام السداد

البند ٥/١٢

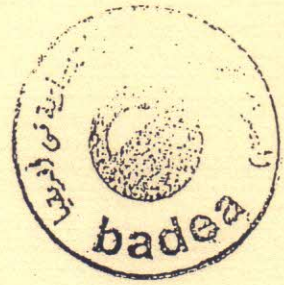
تنتهى اتفاقينا القرض والضمان فوراً ، كما تنتهى جميع
الالتزامات التى تقع على عاتق الاطراف بمقتضاها ، متى تم الوفاء بالكامل
بأصل القرض المسحوب من حساب القرض وكذلك بجميع الفوائد والتكاليف
المستحقة والواجبة الاداء بمقتضى القرض .



[Signature]

مستحقة

[Signature]



(أ) أنه قد تم على الوجه الصحيح ، الاذن باتفاقية القرض أو التصديق عليها بواسطة المقرض ، والتوقيع عليها نيابة عنه ، وأن لها بالنسبة لد قوة ملزمة وفقا لاحكامها ؛

(ب) أنه قد تم على الوجه الصحيح ، الاذن باتفاقية الضمان أو التصديق عليها بواسطة الضامن ، والتوقيع عليها نيابة عنه ، وأن لها بالنسبة لد قوة ملزمة وفقا لاحكامها ؛

(ج) أية نقاط أخرى معينة فى اتفاقية القرض أو أية نقاط أخرى قد يطلبها المصرف متعلقة بهذه الاتفاقية .

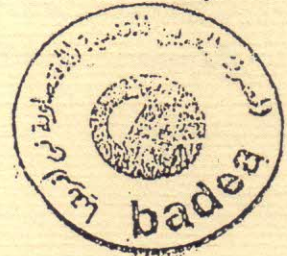
البند ٣/١٢ تاريخ النفاذ

(أ) تدخل اتفاقية القرض والضمان حيز التنفيذ فى التاريخ الذى يرسل فيه المصرف الى المقرض والى الضامن ، ببرقية سلكية ، اخطارا بقبول الادلة المقدمة وفقا للبند (١/١٢) ، وذلك مالم يوجد اتفاق مخالف بين المصرف والمقرض .

(ب) اذا حدثت ، قبل تاريخ النفاذ ، أى من الوقائع التى تسمح للمصرف بايقاف حق المقرض فى اجراء مسحوبات من حساب القرض فى حالة دخول اتفاقية القرض حيز التنفيذ ، فانه يجوز للمصرف أن يؤخر ارسال الاخطار المشار اليه فى الفقرة (أ) من هذا البند حتى انتهاء تلك الواقعة .

البند ٤/١٢ انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان لعدم النفاذ

اذا لم يتم اتخاذ جميع الاجراءات التى يتعين اتخاذها وفقا للبند (١/١٢) قبل التاريخ المعين فى اتفاقية القرض لاجراض هذا البند أو قبل أى تاريخ آخر لاحق يعينه المصرف ، فانه يجوز للمصرف فى أى تاريخ لاحق يختاره أن ينهى اتفاقية القرض بطريق اخطار الى المقرض . وتنتهى ، اعتبارا من هذا الاخطار ، اتفاقية القرض والضمان وكذلك جميع حقوق الاطراف والتزاماتهم المتولدة عنهما .



زيادة في هذه الاحكام ، بشرط أن يكون من رأى هذا الممثل ان هذا التعديل أو هذه الزيادة مما يدخل في حدود المعقول بمراعاة الظروف ومما لايزيد بشكل جوهري من التزامات المقرض بمقتضى اتفاقية القرض أو من التزامات الضامن بمقتضى اتفاقية الضمان . ويجوز للمصرف قول توضع تلك الوثيقة بواسطة هذا الممثل أو هذا الشخص المدعى كدليل لا يمكن دحضه على أنه من رأى للممثل المشار اليه أن أى تعديل أو زيادة في أحكام اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان بمقتضى تلك الوثيقة هو مما يدخل في حدود المعقول بمراعاة الظروف ومما لايزيد بشكل جوهري من التزامات المقرض أو الضامن بمقتضى هاتين الاتفاقيتين .

(المادة ١٤)

تاريخ النفاذ - الانتهاء

البند ١/١٢ الشروط السابقة على نفاذ اتفاقية القرض واتفاقية الضمان

لاتدخل اتفاقيتا القرض والضمان حيز التنفيذ الا اذا تلقى المصرف أدلة يعدها كافية تثبت :

(أ) أن توقيع اتفاقية القرض واتفاقية الضمان ، نيابة عن المقرض والضامن ، قد تم الاذن به أو التصديق عليه على الوجه الصحيح وفقاً للقواعد القانونية الواجبة التطبيق في هذا الشأن ؛

(ب) أنه قد تم تحقق كافة الوقائع الاخرى المنصوص عليها في اتفاقية القرض كشروط للنفاذ ؛

البند ٢/١٢ الفتاوى القانونية أو الشهادات

يقدم المقرض الى المصرف ، من بين الادلة الواجب تقديمها وفقاً للبند (١/١٢) ، فتوى أو فتاوى قانونية يعدها المصرف كافيّة صادرة من رجال قانون مقبولين للمصرف ، أو - اذا طلب المصرف ذلك - شهادة يعدها المصرف كافيّة صادرة من موظف مختص من موظفي المقرض الضامن ، تثبت :



زيادة في هذه الاحكام ، بشرط أن يكون من رأى هذا الممثل ان هذا التعديل أو هذه الزيادة مما يدخل في حدود المعقول بمراعاة الظروف ومما لايزيد بشكل جوهرى من التزامات المقرض بمقتضى اتفاقية القرض أو من التزامات الضامن بمقتضى اتفاقية الضمان . ويجوز للمصرف قول توقيع تلك الوثيقة بواسطة هذا الممثل أو هذا الشخص المدعى كدليل لا يمكن دحضه على أنه من رأى الممثل المشار اليه أن أى تعديل أو زيادة فى أحكام اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان بمقتضى تلك الوثيقة هو مما يدخل فى حدود المعقول بمراعاة الظروف ومما لايزيد بشكل جوهرى من التزامات المقرض أو الضامن بمقتضى هاتين الاتفاقيتين .

(المادة ١٤)

تاريخ النفاذ - الانتهاء

البند ١/١٢ الشروط السابقة على نفاذ اتفاقية القرض واتفاقية الضمان

لاتدخل اتفاقيتا القرض والضمان حيز التنفيذ الا اذا تلقى المصرف أدلة يعدها كافية تثبت :

(أ) أن توقيع اتفاقية القرض واتفاقية الضمان ، نيابة عن المقرض والضامن ، قد تم الاذن به أو التصديق عليه على الوجه الصحيح وفقاً للقواعد القانونية الواجبة التطبيق فى هذا الشأن ؛

(ب) أنه قد تم تحقق كافة الوقائع الاخرى المنصوص عليها فى اتفاقية القرض كشروط للنفاذ ؛

البند ٢/١٢ الفتاوى القانونية أو الشهادات

يقدم المقرض الى المصرف ، من بين الادلة الواجب تقديمها وفقاً للبند (١/١٢) ، فتوى أو فتاوى قانونية يعدها المصرف كافيّة صادرة من رجال قانون مقبولين للمصرف ، أو - اذا طلب المصرف ذلك - شهادة يعدها المصرف كافيّة صادرة من موظف مختص من موظفى المقرض الضامن ، تثبت :



(المادة ١١)

أحكام متنوعة

الاعطارات والطلبات

البند ١/١١

يجب أن يحزر كتابة أى اخطار أو طلب يكون من الضرورى أو من المسموح به توجيهه بمقتضى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان . ومع مراعاة أحكام البند (٣/١٢) ، يعتبر مثل هذا الاخطار ، أو الطلب قد تم صحيحا اذا ما سلم باليد أو بخطاب أو ببرقية (تليفراف) أو بالبرق السلكى أو اللاسلكى أو برسالة تلکس الى الطرف الذى يكون من الضرورى أو من المسموح به توجيهه اليه على عنوانه المعين فى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو على أى عنوان آخر قام هذا الطرف 'بإبلاغه الى الطرف الذى يجرى الاخطار أو يقدم الطلب .

الادلة المثبتة لصلاحيه التصرف نيابة عن المقترض والضامن

البند ٢/١١

يقدم المقترض والضامن الى المصرف أدلة تبين بصورة كافية السلطات الممنوحة الى الشخص أو الى الاشخاص المخول اليهم ، نيابة عن المقترض أو الضامن ، اتخاذ أى اجراء أو توقيع أى مستند يتعين على المقترض أو يجوز له اتخاذه أو توقيعه طبقا لاتفاقية القرض بما فى ذلك الطلبات المشار اليها فى المادة (٥) ، أو يتعين على الضامن أو يجوز له اتخاذه أو توقيعه طبقا لاتفاقية الضمان . ويقدم المقترض والضامن أيضا الى المصرف نماذج مصدق عليها من توقيع كل من هؤلاء الاشخاص .

تمثيل المقترض أو الضامن

البند ٣/١١

يجوز لممثل المقترض أو الضامن المعين لاغراض هذا البند فى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان ، أو لى شخص مفوض منه فى ذلك كتابة ، اتخاذ أى اجراء أو توقيع أى مستند ، نيابة عن المقترض أو الضامن ، يكون من الضرورى أو من المسموح به اتخاذه أو توقيعه طبقا لاتفاقية القرض أو لاتفاقية الضمان . ويجوز ، بروثيقة كتابية موقعة نيابة عن المقترض أو الضامن ، أن يعطى موافقة نيابة عن المقترض أو الضامن المشار الى تعديل لاحكام اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو على أية



(و) تفصل هيئة التحكيم فى كافة المسائل المتعلقة باختصاصها وتحدد الهيئة قواعد اجراءاتها وذلك مع مراعاة أحكام هذا البند ومالم يوجب اتفاق مخالف للطرفين . وتتخذ جميع قرارات هيئة التحكيم بأغلبية الاصوات

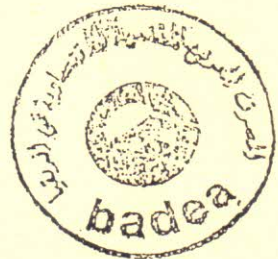
(ز) تتيح هيئة التحكيم للطرفين فرسا عادلة للاستماع اليهما ، يصدر حكمها كتابة . ويجوز أن يتم النطق بهذا الحكم غيابيا . وكل حكم موقع عليا من أغلبية أعضاء هيئة التحكيم يكون حكم هذه الهيئة . وترسل نسخة أصليا موقعة من الحكم الى كل طرف . ويكون أى حكم صادر وفقا لاحكام هذا البند نهائيا وله قوة ملزمة بالنسبة الى الطرفين فى اتفاقية القرض وفى اتفاقيتهما الضمان ، وعلى كل طرف أن يمثل له وأن ينفذه .

(ح) تطبق هيئة التحكيم المبادئ العامة للقانون والعدالة

(ط) يحدد الطرفان مقدار أتعاب المحكمين وأى أشخاص آخرين يكون اسهامهم ضروريا لسير دعوى التحكيم . وإذا لم يتفق الطرفان على هذا المقدار قبل الاجتماع الاول لهيئة التحكيم ، تقوم هذه الهيئة بتحديدته فى المستوى الذى يبدو لها معقولا بمراعاة الظروف . ويتحمل كل من المصروف والمقترض والضامن مصروفاته فى دعوى التحكيم . وتقسم نفقات هيئة التحكيم بالتساوى بين المصروف من ناحية والمقترض والضامن من ناحية أخرى . وتفصل هيئة التحكيم فى أى مسألة تتعلق بتوزيع نفقاتها أو بكيفية تسويتها .

(ك) تحل أحكام هذا البند الخاصة بالتحكيم محل أية اجراءات آخر لتسوية أى نزاع بين أطراف اتفاقية القرض واتفاقية الضمان أو أى ادعاء يتعلق بهاتين الاتفاقيتين موجه من طرف ضد طرف آخر .

(ل) يكون توجيه أى اخطار أو اعلان لاجراء مرافعات يتعلق بدعوى ترفع بمقتضى هذا البند وفقا للطرق المنصوص عليها فى البند (1/11) . ويتتسا أطراف اتفاقية القرض واتفاقية الضمان عن أى اجراء آخر مطلوب لتسليم الاخطار أو الاعلانات المشار اليها .



يتم بالتراضى تسوية أى نزاع بين طرفى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو أى ادعاء بمقتضى أى منهما يوجه من طرف ضد طرف آخر ، وفى حالة عدم الاتفاق على تسوية ، يرفع هذا النزاع أو الادعاء الى التحكيم أمام هيئة تحكيم وفقا للشروط المبينة فيما يلى :

(أ) يكون طرفا هذا التحكيم المصرف من ناحية والمقرض والضامن من ناحية أخرى .

(ب) تشكل هيئة التحكيم من ثلاثة محكمين ، يعين المصرف أحدهم ، ويعين الثانى بواسطة المقرض والضامن أو يعينه الضامن فى حالة عدم الاتفاق بينهما ، ويعين الثالث (ويسمى أحيانا فيما يلى " الحكم المرجح ") باتفاق الطرفين أو بواسطة رئيس محكمة العدل الدولية فى حالة عدم الاتفاق . وإذا لم يعين أحد الطرفين محكما ، يقوم رئيس محكمة العدل الدولية بتعيينه بناء على طلب من الطرف الآخر . وفى حالة استقالة أحد المحكمين أو وفاته أو عجزه عن العمل ، يعين خلفه وفقا لاحكام هذا البند المطبقة على تعيين المحكم الذى سبقه ، وتكون لهذا الخلف سلطات سلفه ويقوم بواجباته .

(ج) يستطيع أى طرف أن يحرك اجراءات تحكيم بمقتضى هذا البند بطريق اخطار الى الطرف الآخر . ويجب أن يتضمن هذا الاخطار عرضا لطبيعية النزاع أو الادعاء المرفوع الى التحكيم ولطبيعة الطلبات المنشودة وفحواها ، وكذلك اسم المحكم الذى عينه الطرف الطالب . ويتعين على الطرف الآخر خلال الثلاثين يوما التالية لهذا الاخطار أن يخطر الطرف الطالب باسم المحكم الذى عينه .

(د) اذا لم يتفق الطرفان على تعيين الحكم المرجح خلال السنتين يوما التالية على اخطار افتتاح الدعوى ، فانه يجوز لاي طرف أن يطلب تعيينه وفقا لاحكام الفقرة (ب) من هذا البند .

(هـ) تنعقد هيئة التحكيم للمرة الاولى فى التاريخ والمكان اللذين يعينهما الحكم المرجح . وتقرر الهيئة بعد ذلك أين ومتى تعقد جلساتها .



{ المادة ١٠ }

القوة الملزمة لاتفاقية القرض واتفاقية الضمان - القعود عن ممارسة الحق - التسليم

البند ١/١٠ نفاذ أحكام اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بعد الايقاف

أو الانهاء أو تعجيل الاستحقاق

تظل جميع أحكام اتفاقية القرض واتفاقية الضمان معمولاً بها وتستمر في انتاج جميع آثارها بالرغم من أى الغاء أو ايقاف أو تعجيل للاستحقاق قبل حلول الاجل ، وذلك مالم يوجد حكم مغاير في السادتين (٨) و (٩) .

البند ٢/١٠ القوة الملزمة

تسرى حقوق والتزامات المصرف والمقرض والضامن بمقتضى اتفاقية القرض واتفاقية الضمان وتكون لها قوة ملزمة طبقاً لنصوص كل منهما بالرغم من أى حكم مخالف مطبق على المقرض أو على الضامن أو منصوص عليه في التشريع النافذ في أية دولة أو في أى جزء من أراضيها . ولا يجوز للمصرف أو للمقرض أو للضامن ، في أية حالة ، أن يتمسك بأن حكماً ما من هذه الشروط العامة أو من اتفاقية القرض أو من اتفاقية الضمان باطل أو ليست له قوة ملزمة لاي سبب أيا كان .

البند ٣/١٠ القعود عن ممارسة الحقوق

لا يبيء أى تأخير أو اغفال من جانب أى من الاطراف في مباشرة أى حق أو سلطة أو حق في الرجوع يستتبعه من اتفاقية القرض أو من اتفاقية الضمان ، في حالة الإخلال بالتزام من جانب الطرف الآخر ، على هذا الحقيق أو السلطة أو الحق في الرجوع . ولا يفسر التأخير أو الاغفال على أنه تخلى عن هذا الحق أو السلطة أو الحق في الرجوع أو على أنه قبول للإخلال المباشر اليه . كما أن أى اجراء يتخذه هذا الطرف أثر أى إخلال أو أثر قبوله لهذا الإخلال لا يبيء في مباشرة حق أو سلطة أو حق في الرجوع خاص به . ولا يعرقل ذلك ، بالنسبة الى أى إخلال آخر معاصر أو لاحق .



(أ) اخلال المقرض بالتزاماته المتعلقة بسداد أصل القرض أو بدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقاً لاتفاقية القرض أو لاية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمقرض ، واستمرار ذلك لمدة ثلاثين يوماً متتالية بعد قيام المصرف باخطار المقرض بهذه الواقعة ؛

(ب) اخلال الضامن بالتزاماته المتعلقة بسداد أصل القرض أو بدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقاً لاتفاقية الضامن أو لاية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والضامن ، واستمرار ذلك لمدة ثلاثين يوماً متتالية بعد قيام المصرف باخطار الضامن بهذه الواقعة ؛

(ج) اخلال المقرض أو الضامن بأى التزام آخر يقع على عاتقه بمقتضى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضامن أو أية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمقرض أو بين المصرف والضامن ، واستمرار ذلك لمدة ستين يوماً متتالية بعد قيام المصرف باخطار المقرض أو الضامن بهذه الواقعة ، حسب الحال .

(د) اذا طرأ ظرف غير عادى يجعل من المتعذر تنفيذ المشروع أو تنفيذ المقرض للالتزامات المتولدة عن اتفاقية القرض واستمرار ذلك لمدة ستين يوماً متتالية بعد قيام المصرف باخطار المقرض بهذه الواقعة ؛

(هـ) اتخاذ أى اجراء لاجل حل المقرض - اذا لم يكن دولة - أو لانتهاء نشاطه أو لايقاف عملياته ؛

(و) اذا أصبح المقرض - اذا لم يكن دولة - غير قادر على سداد ديونه فى مواعيدها ، أو اذا اتخذ تدبير أو اجراء ما أو تمت مباشرته بواسطة المقرض أو آخرين ويكون من أثره السماح بتوزيع أى عنصر من أموال المقرض بين دائنيه أو التسبب فى ذلك ؛

(ز) حدوث أية واقعة أخرى منصوص عليها فى اتفاقية القرض لاغراض هذا البند ، واستمرارها قائمة للمدة المعينة - أن وجدت - فى هذه الاتفاقية .



يوما متتابة ، أو ب) يظل فيها مبلغ من القرض بغير سحب من حساب المـسـرـص بعد تاريخ انتهاء الحق في السحب - أن يعلن المقرض والضامن ، بطريق خطـار، بانتهاء حق المقرض في اجراء مسحوبات بمقتضى المبلغ المشار اليه . ويلتزم بهذا المبلغ اعتبارا من ذلك الانطار .

البند ٤/٨ أثر الالفاء أو الايقاف من جانب المصرف على المبالغ مـوـسـمـوـع
التعهد الخاص

لايجوز للمصرف الفاء أو ايقاف المبالغ التي تكون محلا لتعهد خاص من جانبه وفقا للبند (٢/٥) ، وذلك مالم يتضمن هذا التعهد الخاص شرطا مغايرا .

البند ٥/٨ أثر الالفاء على أقساط سداد القرض

يتم خصم أى الفاء يشكّل سببي من كل من أقساط سداد أصل القرض اللاحقة على تاريخ هذا الالفاء سيما هي معينة في جدول السداد لمحقق باتفاقية القرض ، وذلك مالم يتفق المصرف والمقرض على غير ذلك .

(مادة ٩)

تعجيل الاستحقاق قبل حلول الاجل

البند ١/٩ أحوال تعجيل الاستحقاق

إذا حدثت أى من الوقائع المبينة بعد واستمرت قائمة خلال الفترة المعينة فيما يلي ، أن وجدت ، فيكون للمصرف الرخصة بإدات هذه الواقعة مستمرة في أن يقرر ، بطريق الخطار الى المقرض والضامن ، أن أصل القرض غير المسدد بعد واجب الاداء والسداد فورا وكذلك الفوائد والتكاليف المتعلقة به ، وبذلك يصبح أصل القرض المشار اليه واجب الاداء والسداد فورا وكذلك ما يتعلق به من فوائد وتكاليف :



(ب) اخلال الضامن بالتزاماته المتعلقة بسداد أصل القرض أو يدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقا لاتفاقية الضمان أو أية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والضامن ؛

(ج) اخلال المقترض أو الضامن بأى التزام آخر يقع على عاتقه بمقتضى اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان أو أية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمصرف أو بين المصرف والضامن ؛

(د) اذا أوقف حق المقترض أو ألغى ، كلياً أو جزئياً ، فى سحب الاموال الناتجة من أى قرض آخر أو ائتمان ممنوح له أو من أية منحة مقدمة اليه ، لتمويل المشروع ، وعجز المقترض عن الحصول على أموال كافية للمشروع من مصادر أخرى بأحكام وشروط مرضية للمصرف ؛

(هـ) اذا طرأ ظرف غير عادى يجعل من المتعذر تنفيذ المشروع أو تنفيذ المقترض أو الضامن للالتزامات المتولدة عن اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان ؛

(و) اذا حدثت أى من الوقائع المبينة فى الفقرتين (هـ) و (و) من البند (١/٩) ؛

(ز) اذا حدثت أية واقعة أخرى يكون منصوصاً عليها فى اتفاقية القرض لأغراض هذا البند .

٢- يستمر حق المقترض فى اجراء مسحوبات من حساب القرض موقوفاً كلياً أو جزئياً ، حسب الحال ، حتى زوال الواقعة أو الوقائع التى أدت الى هذا الايقاف أو حتى قيام المصرف بإبلاغ المقترض بطريق اخطار بأن حقه فى اجراء مسحوبات قد أعيد مرة أخرى . ومع ذلك فانه فى حالة أن اخطار باعادة الحق فى اجراء مسحوبات ، فان هذا الحق لا يعاد الا فى الحدود وبالشروط المعينة فى هذا الاخطار .

الالفباء من جانب المصرف

البند ٣/٨

يجوز للمصرف - فى الحالة التى (أ) يوقف فيها حق المقترض فى من حساب القرض بالنسبة الى أى مبلغ من القرض خلال ثلاثين



(ب) يقوم المقترض والخامن باخطار المصرف في أقرب الأجل بأى ظرف يعرقل تقدم المشروع أو تحقق أهداف القرض (بما فى ذلك أيسر زيادة عامة فى تكلفة المشروع) أو ما يتعلق به من خدمات الوفاء أو تنفيذ أى من الأطراف للالتزامات بمقتضى اتفاقية القرض واتفاقية الضمان . أو بأى ظرف يهدد بعرقلة ماتقدم .

(ج) تتيح الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة لممثلى المصرف المعتمدين جميع التسهيلات المعقولة لزيارة أى جزء من أراضيها لأغراض تتصل بالقرض .

(المادة ٨)

الالتزامات - الايقاف

الالتزامات من جانب المقترض

البند ١/٨

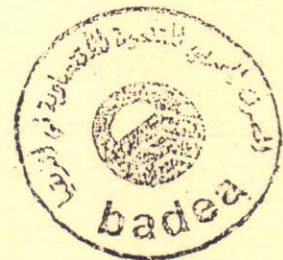
يجوز للمقرض ، بطريق اخطار الى المصرف ، البناء أو مبيع من القرض لم يتم بسحبه قبل تاريخ هذا الاخطار . ولا يجوز مع تلك للمقرض استعمال هذه الرخصة بالنسبة الى أى مبلغ من القرض يكون محالا لتعهد خاص من جانب المصرف وفقا للبند (٢/٥) .

الالتزامات من جانب المصرف

البند ٢/٨

١- يجوز للمصرف ، بطريق اخطار الى المقرض وإلى الضامن ، فى حالة حدوث أى من الوقائع المبينة بعد واستمرارها ، أن يوقف كلياً أو جزئياً حق المقرض فى اجراء مسحوبات من حساب القرض :

(أ) اخلال المقرض بالتزاماته المتعلقة بسداد أصل القرض أو بدفع الفوائد أو بأى وفاء آخر مطلوب وفقاً لاتفاقية القرض أو لاية اتفاقية أخرى لقرض أو لضمان معقودة بين المصرف والمقرض :



القيود

البند ٣/٦

يعفى سداد أصل القرض ودفع الفوائد والتكاليف المتعلقة به من أية قيود يفرضها تشريع الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة أو التشريع المعمول به على أراضيها .

حصانات المصرف وامتيازاته

البند ٤/٦

(أ) تعتبر الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة جميع مستندات المصرف وسجلاته ومحفوظاته ومراسلاته وأى مستندات أخرى من ذات الطبيعة، سرية ، وتعفيها من أية رقابة وتفتيش على أراضيها .

(ب) تتمتع جميع أموال المصرف ودخله فى أراض الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة بالحصانة الكاملة ضد التأميم والمصادرة والحجز والحراسة .

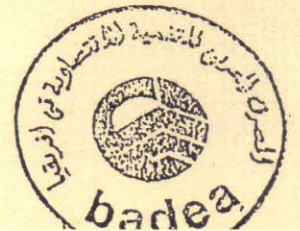
(مادة ٧)

التعاون وتبادل المعلومات

التعاون وتبادل المعلومات

البند ١/٧

(أ) يتعاون المصرف والمقترض والضامن تعاوناً وثيقاً لضمان تحقيق أهداف القرض . ولهذا الغرض ، يقوم المصرف والمقترض والضامن ، بناءً على طلب أى من الأطراف : (١) بتبادل وجهات النظر ، عن طريق ممثليهم ، فى شأن حالة تقدم المشروع والفوائد الناتجة عنه وتنفيذ التزامات كل طرف بمقتضى اتفاقية القرض واتفاقية الضمان وكذلك فى شأن أى أمر آخر يتصل بغرض القرض ؛ (٢) بإمداد هذا الطرف بجميع المعلومات التى تطلب بصورة معقولة حول حالة تقدم المشروع والفوائد الناتجة عنه والوضع العام للقرض .



(٢) أى ضمان عيني يتم ترتيبه على سلع تجارية لضمان يمين يصبح مستحقا خلال عام على الأكثر بعد التاريخ الذى عقد فيه ويكون سدادا واجبا بواسطة ناتج بيع هذه السلع التجارية ؛

(٣) أى ضمان عيني يتم ترتيبه أثناء السير العادى للمعاملات المصرفية ضمانا لدين يصبح مستحقا خلال عام على الأكثر بعد التاريخ الذى سدد فيه .

(ب) يقصد فى حكم هذا البند بعبارة " اموال الدولة " جميع الاموال الخاصة بالدولة المقترضة أو بالدولة الضامنة أو بأى من تقسيماتها السياسية أو الادارية ، أو الخاصة بأية هيئة تحوزها هذه الدولة أو أى من تقسيماتها أو تحت اشراف أيهما . أو تدار لحساب هذه الدولة أو لحساب أى من تقسيماتها ، بما فى ذلك أية هيئة تباشر وظائف بنك مركزى أو صندوق تشييت صرف للدولة المشار اليها أو تباشر لاجلها وظائف مماثلة .

الضرائب

البند ٢/٦

(أ) يعفى سداد أصل القرض ودفع الفوائد والتكاليف المتعلقة به من أية ضريبة ، ويتم السداد أو الدفع خالصا دون أى خصم لضرائب تحصلها الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة ، أو واجبة الاداء على أراضيها .

(ب) تدفع الدولة المقترضة أو الدولة الضامنة أية ضريبة تحصل على التوقيع على اتفاقية القرض أو على اتفاقية الضمان ، أو على نشرها أو تسليمها أو تسجيلها ، أو تحصل بمناسبة ماتقدم ، وذلك بمقتضى:

(١) تشريع الدولة المقترضة أو الضامنة أو التشريع المعمول به على أراضيها ؛ أو

(٢) تشريع أى بلد يسدد القرض بمصلته أو التشريع المعمول به فى هذا البلد .



تخصيص السلع

البند ٧/٥

يتعهد المقرض ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ، بأن يتم تخصيص جميع السلع الممولة بواسطة القرض فقط لتنفيذ المشروع .

دفع المصرف للمبالغ المسحوبة

البند ٨/٥

يدفع المصرف الى المقرض أو لأمره ، فقط ، المبالغ التى يكون للمقرض الحق فى سحبها من حساب القرض .

(مائة ٦)

مرتبة أولوية القرض - الضرائب والقيود

حصانات المصرف وامتيازاته

مرتبة أولوية القرض

البند ١/٦

(أ) لا يتمتع أى دين خارجى آخر ، حسبما اتفق المصرف والدولة المقرضة أو الدولة الضامنة ، بمرتبة أولوية بالنسبة الى القرض بسبب ضمان عينى يتم ترتيبه فيما بعد على أموال للدولة . ولهذا الغرض ، ومالم يوافق المصرف على غير ذلك ، تتعهد الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة بأن أى ضمان عينى يتم ترتيبه على أى من أموالها ضمانا لادى دين خارجى ، يضمن تلقائيا وبلا مقابل لاجل المصرف ، بذات المرتبة والقدر ، أصل القرض والفوائد والتكاليف الأخرى المتعلقة به ، وبأن يتم النص على أحكام صريحة فى هذا الشأن وقت ترتيب الضمان العينى المشار اليه . ولا تسرى مع ذلك الأحكام السابقة على :

(١) أى ضمان عينى يتم ترتيبه على مال وقت شرائه ، لمجرد

ضمان الوفاء بثمن شراء هذا المال ؛



طلب السحب أو التعهد الخاص

البند ٣/٥

يقدم المقترض الى المصرف طلبا كتابيا مكتسيا الشكل ومتضمنا مايلزم من بيانات وتعهدات ، حسبما يطلب المصرف بصورة معقولة ، وذلك عندما يرغب المقترض فى سحب مبلغ من حساب القرض أو فى أن يطلب السحب من المصرف عند تعهد خاص طبقا للبند ٢/٥ . ويجب أن تقدم دون تأخير طلبات السحب مصحوبة بجميع المستندات المطلوبة بمقتضى هذه المادة أولا بأول حسب المتطلبات المتعلقة بالمشروع ، وذلك ما لم يتفق المصرف والمقترض على غير ذلك .

الأدلة الموعودة

البند ٤/٥

يقدم المقترض الى المصرف ، تدعيما لكل طلب سحب ، أية مستندات وأدلة أخرى موعودة يطلبها المصرف بصورة معقولة ، سواء قبل السماح بإجراء السحب موضوع هذا الطلب أو بعد ذلك .

كفاية الطلبات وما يقدم من مستندات تدعيما لها

البند ٥/٥

يجب أن تكون طلبات السحب والمستندات والأدلة الأخرى الموعودة والمقدمة تدعيما لها ، كافية من حيث الشكل والمضمون لتثبت للمصرف بأنه يحق للمقترض أن يسحب من حساب القرض المبالغ المطلوبة وبأن هذه المبالغ لن تستخدم إلا فى الأغراض المنصوص عليها فى اتفاقية القرض .

تخصيص أموال القرض والحصول على السلع

البند ٦/٥

يلتزم المقترض بتخصيص أموال القرض فقط لسداد التكلفة المعقولة للسلع اللازمة لتنفيذ المشروع ، ويكون الحصول على هذه السلع ، ما لم يوافق المصرف على غير ذلك ، طبقا للنفوذ والإجراءات المقررة لدى المصرف فى هذا الشأن .



(مائة ٥)

سحب أموال القرض واستخدامها

السحب من حساب القرض

البند ١/٥

(أ) يحق للمقترض أن يسحب من حساب القرض المبالغ التي تم انفاقها من أجل المشروع أو - إذا وافق المصرف على ذلك - المبالغ اللازمة لتسوية مصروفات سيتم انفاقها لهذا الغرض ، وذلك طبقاً لأحكام اتفاقية القرض وهذه الشروط العامة ووفقاً للقواعد والإجراءات التي يحددها المصرف .

(ب) لا يتم أى سحب من أموال القرض لتمويل :

- (١) مصروفات سابقة على تاريخ توقيع اتفاقية القرض ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ؛
- (٢) سلع تشتري بعملة الدولة المقرضة أو بعملة الدولة التي ينفذ فيها المشروع ، مالم يوافق المصرف على غير ذلك ؛
- (٣) ضرائب ، سواء على نحو مباشر أو غير مباشر ، تفرض بواسطة الدولة المقرضة أو الدولة الضامنة ، أو واجبة الاداء على أراضيها أو في دولة مقر المقرض أو الضامن أو في الدولة التي ينفذ فيها المشروع على سلع أو خدمات ، أو على استيراد هذه السلع أو الخدمات أو على تصنيعها أو انتاجها أو الحصول عليها أو توزيعها .

التعهدات الخاصة من جانب المصرف

البند ٢/٥

يجوز للمصرف ، بناء على طلب المقرض ووفقاً للشروط التي يتفق عليها بين المصرف والمقرض ، أن يعقد كتابة تعهدات خاصة تلزمه بأن يدفع الى المقرض أو الى آخرين بعض مبالغ مخصصة لتغطية تكلفة سلع يتعين تمويلها بمقتضى اتفاقية القرض ، وذلك على الرغم من أى ايقاف أو إلغاء في أى وقت لاحق بواسطة المصرف أو المقرض .



أحكام خاصة بالعملية

العملة التي تتم بها العمليات المالية

البند ١/٤

(أ) يتم حساب جميع العمليات المالية التي تجرى بناء على اتفاقية القرض بالدولار . كما يتم السحب من حساب القرض وكذلك سداد أصل القرض ودفع الفوائد والتكاليف الأخرى المتعلقة به بالدولار .

(ب) يجوز للمصرف ، بناء على طلب المقرض وبوصفه وكيلًا عنه ، إذا كانت المصروفات التي يتعين تمويلها بواسطة أموال سحب معينين وفقا لاتفاقية القرض قد دفعت أو كانت واجبة الدفع بعملة أخرى غير الدولار ، أن يشتري بدولارات مبلغ هذه العملة الأخرى اللازم لتسوية المصروفات المشـارة إليها . ويعتبر المبلغ الذي دفعه المصرف بالدولارات في سبيل ذلك الشراء مسحوبا من أموال القرض .

(ج) يجوز للمصرف ، بناء على طلب المقرض وبوصفه وكيلًا عنه ، أن يشتري الدولارات التي يحتاج إليها المقرض لسداد أصل القرض أو لدفع الفوائد والتكاليف الأخرى الواجبة الاداء طبقا لاتفاقية القرض وذلك بشرط أن يدفع المقرض للمصرف المبالغ اللازمة لهذا الشراء بعملة أو بعمـلات يقبلها المصرف . ولا يعتبر هذا السداد أو الدفع قد تم طبقا لاحكام اتفاقية القرض الا في التاريخ الذي يتسلم فيه المصرف فعلا تلك الدولارات وبمقـدار ما يتسلمه منها .

تحديد قيمة العملة

البند ٢/٤

يقوم المصرف بتحديد مقابل قيمة عملة ما بالنسبة الى عملة أخرى وفقا لسعر الصرف السائد في تاريخ تحديد هذا المقابل ، وذلك كلما كان تحديده ضروريا لغراض تطبيق اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان .



البند ٤/٣

تكلفة الالتزام الاضافية

يدفع المقرض تكلفة التزام اضافية بسعر نصف من واحد فى
المائة (١/٢ من ١ ٪) سنويا على أصل أى تعهد خاص ، لم يتم سداده بعد ،
يعتده المصرف بناء على طلب المقرض طبقا للبند (٢/٥) .

البند ٥/٣

حساب الفوائد والتكاليف

تحتسب الفوائد والتكاليف بالنسبة الى أية فترة تقل عن سنة
على أساس سنة مكونة من ٣٦٠ يوما مقسمة الى اثنى عشر شهرا ، ويتكون كل
شهر من ثلاثين يوما .

البند ٦/٣

السداد

(أ) يسدد المقرض أصل القرض المسحوب من حساب القرض
طبقا لجدول السداد الملحق باتفاقية القرض .
(ب) يحق للمقرض ، بشروط دفع جميع الفوائد والتكاليف
الآخري المستحقة ، أن يسدد معجلا قبل مواعيد الاستحقاق (أ) المبلغ الكلى
لأصل القرض المسحوب وغير المسدد بعد ، أو (ب) المبلغ الكلى للأصل الواجب
الاداء بوصفه تسطا أو أكثر من أقساط السداد ، بشرط ألا يوجد فى تاريخ هذا
السداد المعجل أى جزء من القرض لم يسدد بعد ويكون استحقاقه لاحقا على
الجزء محل السداد المعجل .

البند ٧/٣

مكان الوفاء

يكون سداد أصل القرض وكذلك دفع الفوائد والتكاليف المتعلقة
به فى الاماكن التى يعينها المصرف بصورة معقولة .



تكون المواد والبند المحال عليها في هذه الشروط العامة دون تحديد آخر هي مواد وبند هذه الشروط العامة

تم ادراج عناوين المواد والبند وقائمة المحتويات في هذه الشروط العامة تيسيرا للرجوع اليها ، ولاتعد هذه أو تلك جزءا منها

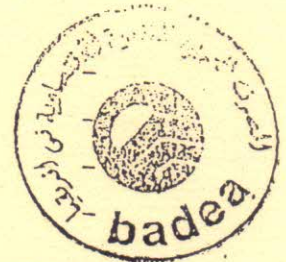
(مادة ٣)

حساب القرض - الفوائد والتكاليف الاخرى - السداد - مكان الرافعة

يقيد في حساب القرض مبلغ القرض الذي يجوز للمقرض سحب من هذا الحساب طبقا لاحكام اتفاقية القرض وهذه الشروط العامة ووفقا للاجراءات التي يعينها المصرف

يدفع المقرض فوائد بالسعر المنصوص عليه في اتفاقية القرض على المبالغ المسحوبة من حساب القرض وغير المسددة بعد . ويبدأ سريان هذه الفوائد ، بالنسبة الى كل مبلغ ، من تاريخ سحبه .

-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-
-	-	-	-	-	-



يعنى المشروع أو البرنامج الذى منح
القرض من أجله ، وكذلك الخدمات
والدراسات المتعلقة به . حسبما هو
موضح فى اتفاقية القرض ، بما فى ذلك
التعديلات التى قد ترد على وصف هذا
المشروع أو البرنامج باتفاق بين
المصرف والمقترض ؛

يعنى المواد والمهمات والأشغال
والخدمات الأخرى اللازمة للمشروع . وكلما
تمت الإشارة الى تكلفة أى من هذه
السلع ، فان هذه التكلفة تعد شاملة
لتكلفة استيرادها الى أراضى الدولة
المقترضة أو أراضى الدولة التى ينفذ
فيها المشروع ؛

تعنى التاريخ الذى تدخل فيه كل من
اتفاقية القرض واتفاقية الضمان حيز
التنفيذ وتصبحا معمولاً بهما طبقاً
للبنـد (٣/١٢) ؛

تعنى الحساب الذى يفتحه المصرف فى
دفاتره باسم المقترض والذى يُقيد فيه
مبلغ القرض ؛

يعنى الضرائب والاستقطاعات والرسوم
مقابل الخدمات والرسوم أياً كانت
طبيعتها ، المعمول بها فى تاريخ
اتفاقية القرض أو اتفاقية الضمان
أو التى تفرض بعد ذلك ؛

يعنى الرهون الرسمية والحيازية وحقوق
الاختصاص والامتياز وحقوق الأولوية من
أى نوع ؛

تعنى التاريخ المعين فى اتفاقية القرض
والذى يجوز للمصرف اعتباره منه ، بطريق
إخطار الى المقترض ، إنهاء حقه فى
أن يسحب من حساب القرض أى مبلغ
لم يكن قد تم سحبه بعد من هذا
الحساب .

(٨) مصطلح " مشروع "

(٩) مصطلح " سلع "

(١٠) عبارة " تاريخ النفاذ "

(١١) عبارة " حساب القرض "

(١٢) مصطلح " ضرائب "

(١٣) مصطلح " ضمان عينى "

(١٤) عبارة " تاريخ انتهاء الحق
فى السحب "



(مادة ٢)

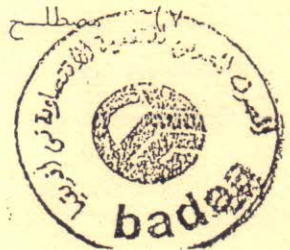
تعريف

البند ١/٢

تعريف

يكون للمصطلحات والعبارات التالية ، كلما تم استخدامها فى هذه الشروط العامة ، المعانى المبينة بعد ، وذلك مالم يقتض السياق تفسيراً آخر :

- (١) مصطلح " مصرف " يعنى المصرف العربى للتنمية الاقتصادية فى افريقيا ؛
- (٢) عبارة " اتفاقية قرض " تعنى اتفاقية القرض ، حسبما تعدل عند الاقتضاء ، التى تنطبق عليها هذه الشروط العامة . وتعنى أيضا هذه الشروط العامة حسبما نص على تطبيقها ، وجميع الاتفاقات المكملة لاتفاقية القرض وكافة ملاحق هذه الاتفاقية ؛
- (٣) مصطلح " قرض " يعنى القرض موضوع اتفاقية القرض ؛
- (٤) مصطلح " دولة مقترضة " أو " مقترض " يعنى طرف اتفاقية القرض الذى يقدم له القرض ؛
- (٥) عبارة " اتفاقية ضمان " تعنى الاتفاقية المعقودة لضمان القرض بين المصرف ودولة أو أية هيئة ، حسبما تعدل عند الاقتضاء ، والتى تنطبق عليها هذه الشروط العامة . وتعنى أيضا هذه الشروط العامة حسبما نص على تطبيقها ، وجميع الاتفاقات المكملة لاتفاقية الضمان وكافة ملاحق هذه الاتفاقية ؛
- (٦) مصطلح " دولة ضامنة " أو " ضامن " يعنى الدولة أو الهيئة التى تكون طرفا فى اتفاقية الضمان ؛
- مصطلح " دولار " والرمز "\$ " يعنىان عملة الولايات المتحدة الامريكية ؛



الشروط العامة
لاتفاقيات القروض والضمان

بتاريخ ٢٨ أكتوبر ١٩٧٩

(مائة ١)

تطبيق الشروط العامة

تطبيق الشروط العامة على اتفاقيات القروض والضمان

البند ١/١

تتضمن هذه الشروط العامة الاحكام التى تطبق على القروض التى يمنحها المصرف ، وتنطبق على جميع اتفاقيات القروض واتفاقيات الضمان التى تعقد بمناسبة القروض المشار اليها ، وذلك فى النطاق المنصوص عليه فى هذه الاتفاقيات ومع مراعاة ماتتص عليه من تعديلات . ولاطبق مع ذلك أحكام هذه الشروط العامة بالقدر الذى تشير فيه الى " الدولة الضامنة " و " الضامن " و " اتفاقية الضمان " متى كان القرض ممنوحا الى احدى الدول .

التعارض مع اتفاقيات القروض والضمان

البند ٢/١

يغلب أى حكم وارد فى اتفاقية قرض أو فى اتفاقية ضمان - حسب الحال - فى حالة تعارضه مع حكم من أحكام هذه الشروط العامة .



(ح)

الموضوع	رقم المادة
القوة الملزمة لاتفاقية القرض ولاتفاقية الضمان - القسود عن ممارسة الحق - التحكيم	مادة (١٠)
نفاذ أحكام اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بعد الايقاف أو الالفاء أو تعجيل الاستحقاق	البند ١/١٠
القوة الملزمة	البند ٢/١٠
القسود عن ممارسة الحق	البند ٣/١٠
التحكيم	البند ٤/١٠
أحكام متنوعة	مادة (١١)
الاخلطارات والطلبات	البند ١/١١
الادلة المثبتة لملاحية التمسرف نيابة	البند ٢/١١
عن المقترض والمضامن	البند ٣/١١
تمثيل المقترض أو الضامن	البند ٣/١١
تاريخ النفذ - الانتهاء	مادة (١٢)
الشروط السابقة على نفاذ اتفاقية القرض واتفاقية الضمان	البند ١/١٢
القرض واتفاقية الضمان	البند ٢/١٢
الفتاوى القانونية أو الشهادات	البند ٣/١٢
تاريخ النفذ	البند ٤/١٢
انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان لعدم النفذ	البند ٥/١٢
انتهاء اتفاقية القرض واتفاقية الضمان بتمام السداد	البند ٥/١٢



الصفحة	الموضوع	رقم المادة
٧	سحب أموال القرض واستخدامها	مادة (٥)
٧	السحب من حساب القرض	البند ١/٥
٧	التعهدات الخاصة من جانب المصارف	البند ٢/٥
٨	طلب السحب أو التعهد الخاص	البند ٣/٥
٨	الأدلة الموعودة	البند ٤/٥
٨	كفاية الطلبات وما يقدم من مستندات تدعيمها	البند ٥/٥
٨	تخصيص أموال القرض والحصول على السلف	البند ٦/٥
٩	تخصيص السلف	البند ٧/٥
٩	دفع المصارف للمبالغ المستحقة	البند ٨/٥
	مرتبة أولوية القرض - الضرائب والقيود	مادة (٦)
٩	حصانات المصارف وامتيازات	البند ١/٦
٩	مرتبة أولوية القرض	البند ٢/٦
١٠	الضرائب	البند ٣/٦
١١	القيود	البند ٤/٦
١١	حصانات المصارف وامتيازات	مادة (٧)
١١	التعاون وتبادل المعلومات	البند ١/٧
١١	التعاون وتبادل المعلومات	مادة (٨)
١٢	الالغاء - الايقاف	البند ١/٨
١٢	الالغاء من جانب المقرض	البند ٢/٨
١٢	الايقاف من جانب المصارف	البند ٣/٨
١٣	الالغاء من جانب المصارف	البند ٤/٨
١٤	أثر الالغاء أو الايقاف من جانب المصارف	البند ٥/٨
١٤	على المبالغ موضوع التعهد الخاص	مادة (٩)
١٤	أثر الالغاء على أقساط سداد القرض	البند ١/٩
١٤	تسجيل الاستحقاق قبل حلول الاجل	
١٤	أحوال تسجيل الاستحقاق	



(أ)

الشروط العامة

لاتفاقيات القروض والضمان

قائمة المحتويات

=====

الصفحة	الموضوع	رقم المادة
1	تطبيق الشروط العامة	مادة (1)
1	تطبيق الشروط العامة على اتفاقيات القروض والضمان	البند 1/1
1	التعارض مع اتفاقيات القروض والضمان	البند 2/1
2	تعريف	مادة (2)
2	تعريف	البند 1/2
2	الاحالة	البند 2/2
2	عناوين المواد والبند	البند 3/2
4	حساب القرض - الفوائد والتكاليف الاخرى -	مادة (3)
4	السداد - مكسب الوفاء	
4	حساب القرض	البند 1/3
4	الفوائد	البند 2/3
4	تكلفة الالتزام الاضام	البند 3/3
5	تكلفة الالتزام الاضام	البند 4/3
5	حساب الفوائد والتكاليف	البند 5/3
5	السداد	البند 6/3
5	مكسب الوفاء	البند 7/3
6	أحكام خاصة بالعملية	مادة (4)
6	العملة التي تتم بها العمليات المالية	البند 1/4
6	تحديد قيمة العملية	البند 2/4



المصرف العربي للتنمية الاقتصادية

في أفريقيا

الشروط العامة

لاتفاقيات القروض والضمان

٢٨ أكتوبر ١٩٧٩



ملحق "ب"

الحصول على السلع والخدمات

- (1) ما لم يوافق المصرف على غير ذلك، يتم استجلاب السلع والخدمات على النحو التالي:
 - سيتم تنفيذ أعمال الهندسة المدنية وملحقاتها الخاصة بتحسين الإنتاج والانتاجية وتعزيز الروابط بالسوق الممولة من قبل المصرف عن طريق مناقصات تقتصر على الشركات العربية، والإفريقية، أو تحالف الشركات العربية / الإفريقية حسب اجراءات المصرف.
 - سيتم استجلاب المعدات والأليات الزراعية لتحسين الانتاج والانتاجية عبر مناقصات محلية لموردين معتمدين حسب اجراءات المصرف.
 - سيتم اختيار الاستشاري لإعداد التصاميم التفصيلية لأعمال الهندسة المدنية الأساسية الخاصة بالمشروع من خلال قائمة مختصرة من المكاتب العربية والأفريقية وتحالف المكاتب العربية الأفريقية المشتركة حسب اجراءات المصرف.
 - سيتم تنفيذ توفير وسائل النقل والأثاث المكتبي وتجهيزات الإعلام الآلي من خلال مناقصة محلية لموردين معتمدين حسب اجراءات المصرف.
 - سيتم تنفيذ التدريب للاستشاريين الزراعيين والمزارعين في اطار الارشاد الفلاحي عن طريق معاهد مختصة عربية وإفريقية حسب اجراءات المصرف.
 - سيتم توفير الخدمات المعلوماتية والإدارية عن طريق شركة مختصة يقع اختيارها عبر مناقصة للمكاتب المحلية وفق اجراءات المصرف.
- (2) يقدم المقترض إلى المصرف، للموافقة المسبقة، جميع العقود والأوامر المقترحة للحصول على السلع والخدمات الواجب تمويلها من القرض.
- (3) يرسل المقترض إلى المصرف صوراً من مستندات المناقصات ويدخل على هذه المستندات التعديلات التي قد يطلبها المصرف في حدود المعقول. وفي كل الأحوال التي يتم فيها التأهيل المسبق وفي حالات اللوائح المختصرة، يبعث المقترض قائمة بهذه الحالات إلى المصرف للفحص والموافقة. ويبعث المقترض إلى المصرف عقب تسلم العروض وتقييمها تقريراً مفصلاً حول تقييم العروض التي تم تسلمها والمقارنة بينها مصحوباً في ذات الوقت بالتوصيات الخاصة بإسناد العطاءات، وذلك للنظر في الموافقة على هذه التوصيات.



(ج) يجوز للمصرف بموجب إخطار للمقترض (1) أن يعيد تخصيص المبلغ الوارد في البند 5 (غير مخصص) للبنود من (1) إلى (4) وذلك في الحدود التي يكون فيها هذا المبلغ لازماً لتسوية مصروفات تتم بمقتضى هذا البند و (2) أن يعيد تخصيص أي مبلغ من البنود (1) إلى (4) إلى أي بند منهم وذلك في الحدود التي يصبح فيها هذا المبلغ غير لازم لتسوية مصروفات تتم بمقتضى بند ولكنه ضروري لتسوية مصروفات تتم بمقتضى البنود الأخرى.



ملحق "أ"

السلع والخدمات التي يتعين تمويلها وتخصيص قرض المصرف

أ) يبين الجدول التالي أنواع السلع والخدمات الممولة بواسطة القرض، ومبلغ القرض المخصص لكل نوع، والنسبة المئوية الممولة للمصروفات:

البند	المبلغ المخصص (مبينا بالدولارات)	نسبة التمويل من إجمالي تكلفة البند
1-1 أعمال الهندسة المدنية وملحقاتها: لاستصلاح حوالي 1500 هكتار وتشبيد 200 كيلومتر من الطرق الريفية ودراسة التربة لحوالي 1500 هكتار.	3,450,000	% 33.91
2-1 توفير مدخلات الانتاج (تشبيد وتجهيز 3 مخابر صغيرة جهوية، وإعادة تأهيل 4 مراكز لتطوير البذور وتوفير تجهيزات ومعدات لانتاج البذور).	300,000	% 16.72
3-1 توفير معدات وآليات الانتاج (بناء وتجهيز 5 مراكز لصيانة العتاد وتوفير 6 جرارات فلاحية و 20 مضخة وملحقاتها و 20 محرك واكسسورات).	1,250,000	% 63.61
4-1 دعم خدمات الارشاد الفلاحي (توفير التدريب والدعم التقني للمستشارين الزراعيين، والمزارعين).	180,000	% 10.42
1-2 تشبيد وإعادة تأهيل البنية التحتية للأسواق (تشبيد 12 مركزا لتجميع الأرز والخضروات، مركزين مطورين لتجفيف الأرز و 4 وحدات جهوية لتقشير الأرز ودعم فني لاستعمال مخلفات الأرز كوقود).	1,293,000	% 92.82
1-3 دعم مؤسسي لتطوير الخدمات المعلوماتية والإدارية (توفير 120 هواتف ذكية لجمع البيانات وتدريب أصحاب المصلحة على استخدام التكنولوجيات والخدمات والحلول الرقمية).	300,000	% 22.73
2-3 دعم مؤسسي للقطاع الخاص ومنتجي البذور	410,000	% 100
1-4 توفير الأثاث المكتبي والاعلام الآلي ووسائل النقل لدعم وحدات التنفيذ (سيارتين station wagon و 7 سيارات Pick-up، و 15 جهاز حاسوب ألي وأثاث مكتبي).	650,000	% 79.27
2-4 الخدمات الاستشارية	600,000	% 50
5 - غير مخصص	567,000	
الإجمالي	9,000,000	% 32

ب) لا تجاوز النسبة المئوية لإسهام المصرف في تمويل البنود أعلاه النسبة المبينة قرين هذه البنود، ما لم يوافق المصرف على خلاف ذلك.



- 2-1 توفير مدخلات الانتاج ويشتمل على تشييد وتجهيز 3 مخابر صغيرة جهوية، وإعادة تأهيل
4 مراكز لتطوير البذور وتوفير تجهيزات ومعدات لإنتاج البذور.
- 3-1 توفير معدات وآليات الانتاج وتشمل بناء وتجهيز 5 مراكز لصيانة العتاد وتوفير 6 جرارات
فلاحية و20 مضخة وملحقاتها و 20 محرك وإكسسوارات.
- 4-1 دعم خدمات الارشاد الفلاحي ويتمثل في توفير التدريب والدعم التقني للمستشارين الزراعيين،
والمزارعين.

2. تعزيز الروابط بالأسواق

- 1-2 دعم الهياكل الأساسية للسوق والأعمال المصاحبة: ويشمل تشييد 12 مركزا لتجميع الأرز
والخضروات، مركزين مطورين لتجفيف الأرز و4 وحدات جهوية لتقشير الأرز ودعم فني
لاستعمال مخلفات الأرز كوقود.

3. تعزيز السياسات التمكينية والبيئة المؤسسية

- 1-3 دعم مؤسسي لتطوير الخدمات المعلوماتية والإدارية: وتتمثل في توفير 120 هواتف ذكية لجمع
البيانات تدريب أصحاب المصلحة على استخدام التكنولوجيات والخدمات والحلول الرقمية.
- 2-3 دعم مؤسسي للقطاع الخاص ومنتجي البذور: وتتمثل في توفير التجهيزات اللازمة لإنتاج البذور
لفائدة المزارعين والجمعيات وانشاء نظام ربط بين منتجي البذور والمزارعين وأصحاب المصلحة
والمتدخلين في سلسلة القيمة.

4. إدارة وتنسيق المشروع

- 1-4 توفير الأثاث المكتبي ووسائل النقل لدعم وحدات التنفيذ، تتمثل في توفير سيارتين station
wagon و7 سيارات Pick-up، و15 جهاز حاسوب آلي وأثاث مكتبي.
- 2-4 الخدمات الاستشارية وتشمل على اعداد الدراسات التفصيلية ووثائق المناقصات.

سيكتمل تنفيذ المشروع في 31 ديسمبر 2024.



ملحق "2" وصف المشروع

(أ) أهداف المشروع:

يندرج المشروع في إطار "خطة الوطنية للتنمية الاقتصادية والاجتماعية PNDS 2016-2020" والبرنامج الوطني لتطوير القطاع الزراعي (2018 - 2025) والتي من ضمن أهدافها تنمية سلاسل قيمة الأرز والذي يمثل أحد العناصر الأساسية للغذاء لسكان غينيا. ويمثل المشروع جزءا من البرنامج الإقليمي لتنمية سلاسل قيمة الأرز الذي يقوم البنك الإسلامي بتمويله. وتبلغ المساحة الإجمالية للأراضي الزراعية المستفيدة من التدخل حوالي 3000 هكتار بمنطقة غينيا العليا والمنطقة الساحلية. ويتدخل المشروع في سلسلة قيمة الأرز بداية من تحسين جودة المدخلات الزراعية وانتهاء بتسهيل وصول محاصيل الأرز للسوق.

يهدف المشروع إلى المساهمة في زيادة الانتاج والإنتاجية لزراعة الأرز، وتطوير المؤسسات الوطنية والإقليمية العاملة في مجال سلاسل القيمة، كما يهدف المشروع لزيادة عدد المزارعين والمستفيدين بمنطقة المشروع حوالي 300 ألف (المستفيدين عن قرب وعن بعد)، كما أنه من المنتظر أن يحث تحسين سلسلة قيمة الأرز الفاعلين من القطاع الخاص على دخول مجال زراعة الأرز لتبلغ نسبة مساهمة القطاع الخاص في منطقة المشروع بعد اكتماله بحوالي 50%.

(ب) وصف ومكونات المشروع:

ب-1 وصف المشروع:

يشتمل المشروع على تطوير السلاسل القيمة وتحديد العقبات التي تعيق تنمية انتاج الأرز التي لها تبعات مباشرة على كل المتدخلين في سلاسل القيمة (المحولين، والموردين والتجار، والمؤسسات البنكية والتجمعات الريفية الخ...) كما يسمح المشروع للمرأة والمزارعين التقليديين باستعمال التكنولوجيات الحديثة وأنظمة الري المتطورة والحصول على البذور الجيدة لزيادة الإنتاج، كما يقدم المشروع الدعم والمشورة الفنية والتمويل للمستفيدين.

ب-2 مكونات المشروع:

وفيما يلي مكونات المشروع التي يمولها المصرف :

1. تحسين الإنتاج والإنتاجية

1-1 أعمال الهندسة المدنية لاستصلاح الأراضي : وتشمل استصلاح الأراضي لحوالي 1500 هكتار بمحافظات " دانجيراي - Dinguiraye " و"كوروسا - Kouroussa " و"سانجويري - Singuiri " بمنطقة غينيا العليا، و تشييد حوالي 150 كيلومترا من الطرق والمسالك الريفية للوصول الى القرى (مساكن المزارعين) ومناطق الانتاج و دراسة خصوبة التربة واعداد خارطة للمناطق الصالحة للزراعة لحوالي 1500 هكتار.



ملحق "1"
جدول السداد
مشروع تنمية سلسلة قيمة الأرز
جمهورية غينيا

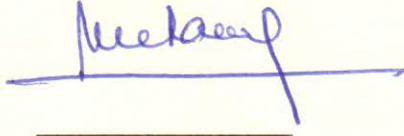
سداد أصل القرض (مبيناً بالدولارات)	الاقساط
204,000.00	.1
205,000.00	.2
206,000.00	.3
207,000.00	.4
208,000.00	.5
209,000.00	.6
210,000.00	.7
211,000.00	.8
212,000.00	.9
213,000.00	.10
214,000.00	.11
215,000.00	.12
216,000.00	.13
217,000.00	.14
219,000.00	.15
220,000.00	.16
221,000.00	.17
222,000.00	.18
223,000.00	.19
224,000.00	.20
225,000.00	.21
226,000.00	.22
227,000.00	.23
229,000.00	.24
230,000.00	.25
231,000.00	.26
232,000.00	.27
233,000.00	.28
234,000.00	.29
236,000.00	.30
237,000.00	.31
238,000.00	.32
239,000.00	.33
240,000.00	.34
241,000.00	.35
243,000.00	.36
244,000.00	.37
245,000.00	.38
246,000.00	.39
248,000.00	.40



وإثباتاً لما تقدم، قام طرفا هذه الاتفاقية، بواسطة ممثليهما المفوضين لهذا الغرض تفويضاً صحيحاً، بالتوقيع على هذه الاتفاقية في كوناكري في اليوم والشهر والسنة المبينين آنفاً.

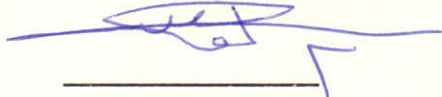
وقد حررت هذه الاتفاقية من نسختين بالعربية والفرنسية، والنص الفرنسي مطابق للنص العربي، والنص العربي وحده هو النص الرسمي.

جمهورية غينيا



معالي السيد / مامادي كامارا
وزير الاقتصاد والمالية

المصرف العربي للتنمية الاقتصادية
في إفريقيا



معالي المهندس / يوسف بن إبراهيم البسام
رئيس مجلس الإدارة



مادة (7)تمثيل المقترض - العناوين

البند 17ر1 يكون ممثل المقترض هو وزير التخطيط و التنمية الاقتصادية و ذلك لأغراض تطبيق البند (11ر3) من الشروط العامة.

البند 27ر2 تمّ تعيين العناوين التالية لأغراض تطبيق البند (11ر1) من الشروط العامة:

بالنسبة إلى المقترض:

وزارة التخطيط و التنمية الاقتصادية
بولبيني شارع 4 ص.ب. 103 كوناكري
جمهورية غينيا
هاتف: 628 66 37 37 / 664 44 76 11

بالنسبة إلى المصرف

المصرف العربي للتنمية الاقتصادية في أفريقيا
ص.ب. رقم 2640 - الخرطوم 11111
جمهورية السودان
هاتف: 773709 / 773646 (183-249)
فاكس: 770600 / 770498 (183-249)
البريد الالكتروني: badea@badea.org



مادة (6)
تاريخ النفاذ - الانتهاء

البند 1.6 يكون نفاذ اتفاقية القرض معلقاً على الشرط التالي وذلك وفقاً لأحكام البند (12-1)(ب) من الشروط العامة :

▪ إنشاء الوحدة وفقاً لأحكام البند (3ر2) من هذه الاتفاقية.

البند 2.6 تدخل اتفاقية القرض هذه حيز النفاذ في التاريخ الذي يرسل فيه المصرف الى المقترض برسالة الكترونية أو فاكس، اخطاراً بقبوله الأدلة المقدمة وفقاً للبند (12-1)(ب) من الشروط العامة.

البند 3.6 يكون السحب من حساب القرض موضوع هذه الإتفاقية مشروطاً بموافاة المصرف، كتابةً، بأسماء الأشخاص المفوضين بالتوقيع نيابة عن المقترض في كل الإجراءات المتعلقة بالقرض من سحب وغيره ونماذج توقيعاتهم.

البند 4.6 تمّ تعيين تاريخ 30 سبتمبر 2020 لأغراض تطبيق البند (12ر4) من الشروط العامة.



مادة (5)

الإيقاف وتعجيل الاستحقاق قبل حلول الأجل

البند 1ر5 تمّ أيضاً تعيين الوقائع المبينة بعد لأغراض تطبيق البند (2.8) من الشروط العامة وذلك وفقاً لأحكام الفقرة (1. ز) منه:

(1) مع مراعاة أحكام الفقرة (2) من هذا البند:

(أ) إذا أوقف حق المقرض أو ألغي، كلياً أو جزئياً، فى سحب الأموال الناتجة من أي منحة أو قرض آخر ممنوح له لتمويل المشروع، أو إذا أنهى هذا الحق كلياً أو جزئياً، وذلك طبقاً لأحكام الاتفاقية المانحة لهذا القرض أو المنحة؛ أو

(ب) إذا أصبح هذا القرض مستحقاً وواجب الأداء قبل موعد الاستحقاق المنصوص عليه فى الاتفاقية الخاصة بهذا القرض.

(2) لا تطبق الفقرة (1) من هذا البند إذا أثبت المقرض بما يقنع المصارف (أ) أن هذا الإيقاف أو الإلغاء أو الإنهاء أو تعجيل الاستحقاق قبل حلول الأجل لا يرجع إلى إخلال المقرض بالتزاماته بمقتضى الاتفاقية المشار إليها، و (ب) أن المقرض يستطيع الحصول من مصادر أخرى على أموال كافية لتنفيذ المشروع بشروط تمكنه من تنفيذ التزاماته بمقتضى هذه الاتفاقية.

البند 2ر5 تمّ أيضاً تعيين الوقائع المبينة بعد لأغراض تطبيق البند (1ر9) من الشروط العامة وذلك وفقاً لأحكام الفقرة (ز) منه:

- إذا حدثت الواقعة المعينة فى الفقرة (1/ب) من البند (1ر5) من هذه الاتفاقية، وذلك مع مراعاة أحكام الفقرة (2) من البند المشار إليه.



مادة (4) أحكام خاصة

البند 1/4 يتعهد المقترض بأن تتم صيانة المشروع طبقاً للأساليب الفنية والمالية والإدارية الملائمة وأن يخصص في الميزانية السنوية المخصصة للصيانة مبالغ كافية لهذا الغرض.

البند 2/4 يوفر المقترض ما يكون ضرورياً من خدمات العاملين المؤهلين ذوي الكفاءة والخبرة اللازمتين لاستغلال المشروع وإدارته بفاعلية.

البند 3/4 يتعهد المقترض بأن تواصل الوزارة إعداد وتنفيذ برامج لتدريب العاملين لديه في قطاع الزراعة والهندسة الريفية مع التركيز على موضوع إدارة وصيانة المشاريع.

البند 4/4 يتعهد المقترض (1) بإمسك حسابات منفصلة للمشروع أو بأن يتم إمساك هذه الحسابات؛ و(2) بمراجعة هذه الحسابات المنفصلة سنوياً بواسطة مدققي حسابات مستقلين من ذوي الاختصاص المشهود به وفقاً لمبادئ تدقيق الحسابات المتعارف عليها؛ و(3) بموافاة المصرف في أقرب الآجال، وفي جميع الأحوال في موعد أقصاه ستة أشهر بعد انتهاء السنة المالية أ) بصور مشهود بمطابقتها للحسابات المشار إليها والتي تم تدقيقها و ب) بتقرير مدققي الحسابات المشار إليهم متضمناً من المحتوى والتفاصيل ما يعده المصرف مرضياً؛ و(4) بموافاة المصرف بما قد يطلبه في حدود المعقول من معلومات أخرى تتعلق بالحسابات المنفصلة المشار إليها وبتدقيقها.

البند 5/4 يتعهد المقترض بوضع سياسة واضحة وقابلة للاستمرار لتسيير واستغلال المنشآت و المعدات الزراعية المقترح اقتناؤها للمشروع بما يمكن المزارعين من استغلال هذه المعدات بشروط تضمن الاستخدام الأمثل لها وتوفير الأموال اللازمة لصيانتها وتجديدها عند الاقتضاء.

البند 6/4 يتعهد المقترض بأن يضع تحت تصرف المشروع أية أراضي أو حقوق عقارية لازمة لتنفيذه حسب برنامج التنفيذ.

البند 7/4 يتعهد المقترض باتخاذ كل التدابير اللازمة والمناسبة للحيلولة دون حدوث الآثار الضارة المحتملة للمشروع على البيئة ويعمل على تضمين عقود المقاولين الخاصة بأعمال المشروع بالمقتضيات اللازمة لذلك.



البند 9.3 يتخذ المقترض، أو يعمل على أن يتم إتخاذ، أي إجراء ضروري من جانبه لأجل تنفيذ المشروع، ولا يتخذ كما لا يسمح باتخاذ أي إجراء من شأنه أن يمنع أو أن يعرقل تنفيذ المشروع أو تنفيذ أي من أحكام هذه الإتفاقية.

البند 10.3 يتعهد المقترض بموافاة المصرف (1) خلال مدة ثلاثين يوماً اعتباراً من نهاية كل ربع سنة من السنة المدنية، بتقارير ربع سنوية عن تنفيذ المشروع تكون مرضية للمصرف من حيث محتواها وتفاصيلها، و(2) بتقرير مفصل، خلال الستة أشهر التالية لإكمال المشروع ، حول تنفيذ المشروع وأنشطة استغلاله الأولى وتكلفته والفوائد المتولدة والتي ستتولد عنه، وحول تحقق أهداف القرض.



البند 6.3 أ) بالإضافة إلى أموال القرض والأموال المشار إليها في الجزء (ب) من ديباجة هذه الاتفاقية، يقدم المقترض أولاً بأول حسبما تقتضي الحاجة، جميع الأموال الأخرى اللازمة لتنفيذ المشروع (بما في ذلك الأموال التي قد تكون لازمة لتغطية أية زيادة في التكلفة التقديرية للمشروع في تاريخ توقيع هذه الاتفاقية)؛ ويجب تقديم جميع هذه الأموال بشروط مرضية للمصرف.

(ب) يتعهد المقترض بأن يدرج بانتظام في موازنته السنوية المبالغ المطلوبة المشار إليها في البند (ج) من ديباجة هذه الاتفاقية لتمويل نصيبه في تكلفة المشروع.

البند 7.3 يتعهد المقترض بالتأمين، أو باتخاذ أية تدابير ضرورية للتأمين، على جميع السلع المستوردة الواجب تمويلها بأموال القرض لدى مؤمنين حائزين على الثقة. ويغطي التأمين المشار إليه جميع الأخطار المتعلقة بالحصول على هذه السلع ونقلها وتسليمها حتى مواقع استخدامها أو تركيبها، وذلك مقابل أية مبالغ تتفق مع العرف التجاري. ويكون كل تعويض مستحق بموجب التأمين المشار إليه واجب الدفع بعملة قابلة للاستخدام بغير قيود بواسطة المقترض وذلك لاستبدال هذه السلع أو إصلاحها.

البند 8.3 يقوم المقترض (1) بإمساك الدفاتر الضرورية، أو بالعمل على أن يتم إمساك هذه الدفاتر، وذلك لتعيين السلع الممولة بأموال القرض، ولإثبات استخدامها في إطار المشروع، ولمتابعة تقدم المشروع وتكلفة تنفيذه، وتسجيل عمليات وموارد ومصروفات المشروع وإدارات المقترض وهيئاته المكلفة بتنفيذ المشروع أو أي جزء منه بصفة منتظمة ووفقاً للأسس المحاسبية المتعارف عليها؛ و(2) بإتاحة كل إمكانيات معقولة لممثلي المصرف المعتمدين للقيام بزيارات لأغراض تتصل بالقرض، ولتفقد المشروع والسلع وفحص أية مستندات ودفاتر تتعلق به؛ و(3) بتزويد المصرف، بأية معلومات قد يطلبها في حدود المعقول تتعلق بالمشروع وتكلفة تنفيذه وبالمصروفات التي تتم من أموال القرض والسلع الممولة بواسطة هذه الأموال.



مادة (3) تنفيذ المشروع

البند 1.3 ينفذ المقترض المشروع بواسطة الوزارة بالعناية والفاعلية الواجبتين ووفقاً للأساليب الإدارية والمالية والفنية الملائمة. ويقدم المقترض، أولاً بأول حسب الحاجة، الأموال والإنشاءات والخدمات والموارد الأخرى اللازمة لتنفيذ المشروع.

البند 2.3 يتعهد المقترض لأجل متابعة وتنفيذ المشروع بإنشاء اللجنة والوحدة كما يلي:

(أ) اللجنة وستكون مسؤولة عن متابعة وتوجيه تنفيذ مختلف مكونات المشروع وخاصة الموافقة على برامج العمل والميزانيات السنوية ومراقبة التقدم المحرز في تنفيذ المشروع.

ستتألف اللجنة على سبيل الذكر لا الحصر من ممثلين من مختلف الوزارات والهيئات العامة والمنظمات الوطنية، برئاسة الأمين الدائم للوزارة، وستتولى الوحدة مهمة سكرتارية اللجنة.

(ب) الوحدة وستكون مكلفة بالإشراف والمتابعة اليومية على تنفيذ المشروع، بالتعاون مع المكتب الاستشاري وسيديرها منسق ويساعده فريق يتكون من خبير صناعات زراعية وخبير في استجلاب السلع والخدمات ومختص في الدعم المجتمعي ومسؤول إداري ومحاسب بالإضافة إلى فريق الدعم.

وباعتبار اتساع منطقة المشروع فإنه سيتم دعم الوحدة بخليتين الأولى في مدينة "كوروسا" والثانية في مدينة "دانجيراي" وذلك تحت الإشراف المباشر لمنسق الوحدة على أن تتكون كل من الخليتين من مساعد منسق. على أن تكون مؤهلات وخبرة وصلاحيات وشروط استخدام رئيس الوحدة ومعاونيه مرضية للمصرف.

البند 4.3 يقدم المقترض إلى المصرف للموافقة، مشروع برنامج تنفيذ المشروع، وكذلك أية تعديلات هامة قد تدخل عليه فيما بعد مع كافة التفاصيل التي قد يطلبها المصرف.

البند 5.3 يوفر المقترض، لأجل تنفيذ المشروع والإشراف عليه، خدمات خبراء واستشاريين تكون مؤهلاتهم وخبرتهم وصلاحياتهم وشروط استخدامهم مرضية للمصرف.



مادة (2)

القرض

البند 1.2 يوافق المصرف على إقراض المقترض، بالشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية أو المشار إليها فيها، مبلغ تسعة ملايين دولار (\$ 9,000,000).

البند 2.2 يجوز سحب مبلغ القرض من حساب القرض بمقتضى المصروفات التي تم إنفاقها، أو التي سيتم إنفاقها في حالة موافقة المصرف، وذلك لسداد التكلفة المعقولة للسلع والخدمات اللازمة لتنفيذ المشروع والواجب تمويلها من القرض حسبما هي مبينة في الملحق "أ" لهذه الاتفاقية بما في ذلك ما قد يرد على هذا الملحق من تعديلات باتفاق بين المقترض والمصرف.

البند 3.2 يتم الحصول على السلع والخدمات اللازمة لتنفيذ المشروع والتمويل من القرض طبقاً لأحكام الملحق "ب" لهذه الاتفاقية ما لم يوافق المصرف على خلاف ذلك.

البند 4.2 يكون تاريخ انتهاء الحق في السحب هو 30 يونيو 2025 أو أي تاريخ آخر لاحق يحدده المصرف، ويخطر به المقترض في أقرب الآجال.

البند 5.2 يدفع المقترض فوائد بسعر واحد في المائة (1%) سنوياً على مبلغ القرض المسحوب وغير المسدد بعد.

البند 6.2 تدفع الفوائد والعمولات المحتملة كل ستة أشهر، وتحدد تواريخ الدفع على أساس اليوم الأول من الشهر الذي يلي أول سحب من حساب القرض.

البند 7.2 يسدد أصل القرض على أربعين (40) قسطاً نصف سنوي حسب ما هو مبين بجدول السداد بالملحق "1" لهذه الاتفاقية بعد فترة سماح مدتها خمس (5) سنوات تبدأ اعتباراً من أول الشهر الذي يلي أول سحب من حساب القرض.



مادة (1)

الشروط العامة - تعريف

البند 1ر1 يقبل طرفا هذه الإتفاقية جميع أحكام الشروط العامة لإتفاقيات القروض والضمان الخاصة بالمصرف المرفقة والمؤرخة 28 أكتوبر 1979، وذلك حسبما هي معدلة في تاريخ هذه الاتفاقية، (المسماة فيما بعد الشروط العامة)، مع الإقرار لها بنفس القوة وذات الآثار التي تكون لها لو كانت قد أدمجت في هذه الاتفاقية.

البند 2ر1 يكون للمصطلحات والعبارات المعرفة في الشروط العامة وفي ديباجة هذه الاتفاقية، كلما تم استخدامها في هذه الاتفاقية، المعاني الواردة في الشروط العامة وفي الديباجة المشار إليها، وذلك ما لم يقتض السياق تفسيراً آخر. وبالإضافة إلى ذلك، يكون للمصطلحات التالية المعنى المبين قرين كل منها:

- (أ) "الوزارة" تعني وزارة المقترض للزراعة؛
- (ب) "اللجنة" تعني اللجنة الوطنية للمتابعة؛
- (ج) "الوحدة المركزية" تعني الوحدة المركزية لتنسيق المشاريع التابعة للوزارة؛
- (د) "الوحدة" تعني وحدة تنفيذ المشروع التي سيتم انشاؤها داخل الوحدة المركزية والتي سيكون مقرها في مدينة "كوناكري".



اتفاقية قرض

اتفاقية قرض بتاريخ 26 فبراير 2020 بين جمهورية غينيا (المسماة فيما بعد المقترض) والمصرف العربي للتنمية الاقتصادية في إفريقيا (المسمى فيما بعد المصرف).

- (أ) بما أن المقترض قد طلب من المصرف قرضاً للإسهام في تمويل المشروع الموضح في الملحق "2" لهذه الاتفاقية؛
- (ب) وبما أن المقترض قد طلب من البنك الإسلامي للتنمية (المسمى فيما بعد "البنك") الإسهام في تمويل المشروع؛ وقدم البنك لهذا الغرض قرضاً مقداره سبعة عشر مليون و خمسمائة وعشر ألف دولار تقريباً (\$ 17,510,000) ؛
- (ج) وبما أن المقترض سيسهم في تمويل المشروع وسيخصص لهذا الغرض مبلغاً يعادل مليون و ثمانمائة وعشرون ألف دولار تقريباً (\$ 1,820,000)؛
- (د) ونظراً لأن هدف المصرف هو دعم التنمية الاقتصادية للبلدان الأفريقية في إطار من التضامن والمصلحة المتبادلة وبالتالي تقوية الروابط التي تجمع بين الدول الأفريقية والأمة العربية؛
- (هـ) ونظراً لأن المصرف مقتنع بأهمية هذا المشروع وفائدته لأجل تنمية اقتصاد المقترض؛
- (و) ونظراً لأن المصرف قد وافق، لما تقدم، على منح قرض للمقترض بالشروط المنصوص عليها في هذه الاتفاقية.

فقد إتفق طرفا هذه الإتفاقية على ما يلي:



إتفاقية قرض

مشروع تنمية سلسلة قيمة الأرز

بين

جمهورية غينيا

و

المصرف العربي للتنمية الاقتصادية
في إفريقيا

بتاريخ 26 فبراير 2020

